

Le monde change

Nos clients changent, notre société change.

Notre vision demeure la même. Rapport du deuxième trimestre (période terminée le 30 juin 2002)

Amy Vanessa Francis, cliente
«L'accès Internet haute vitesse me facilite la vie. Je l'utilise chaque jour pour mes travaux d'étudiante, pour vérifier mon courriel ou tout simplement naviguer.»

Bénéfice net en hausse de 38 %

Points saillants financiers

(en millions de dollars, sauf les résultats par action ordinaire)

	Trimestre		Semestre	
	2002	2001	2002	2001
Produits d'exploitation	670 \$	659 \$	1 316 \$	1 297 \$
BAIIA ¹	247 \$	251 \$	475 \$	462 \$
Bénéfice net attribuable aux actions ordinaires ²	82 \$	60 \$	133 \$	74 \$
Résultat par action ordinaire	0,59 \$	0,44 \$	0,96 \$	0,55 \$

¹ Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement

² Données avant les rajustements pour tenir compte des modifications de conventions comptables



Lettre aux actionnaires

Stabilité et intégrité

Au cours des dernières années, nous avons porté une attention toute particulière à notre stabilité et à notre intégrité financières. La valeur de cette attention n'a jamais été aussi évidente. Presque chaque jour, nous apprenons que des sociétés de notre secteur font face à des difficultés financières. Par contre, je pourrais mentionner, sur le plan financier, quelles sont nos forces à Aliant : un bilan solide, des flux de trésorerie disponibles abondants et l'un des meilleurs ratios d'endettement du secteur. Il est également important de souligner que nous avons mérité des éloges pour la présentation de notre information financière, jugée transparente et complète. Aliant a des fondements solides. L'intégrité de notre direction et de nos systèmes de gestion constitue un atout considérable sur le marché actuel.

Bénéfice net en hausse de 38 %

Nous mettons l'accent sur la fidélisation et l'accroissement de la clientèle pour atteindre une nouvelle croissance et accroître la valeur pour les actionnaires. Les résultats de notre deuxième trimestre confirment sans l'ombre d'un doute le succès de cette stratégie. Le bénéfice net attribuable aux actions ordinaires a bondi de 38 % pour atteindre 82 millions de dollars, par rapport à 60 millions de dollars au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Le bénéfice par action a grimpé de 34 %, à 0,59 \$, alors que les produits d'exploitation pour le trimestre ont progressé de 11 millions de dollars, soit de 2 %, pour s'établir à 670 millions de dollars.

Croissance des produits d'exploitation – entièrement interne

La croissance des produits d'exploitation découle en grande partie de la progression des services sans fil et des services Internet de respectivement 11 % et 12 % pour le trimestre. Elle provient également de nos secteurs des communications à distance et des technologies de l'information. Le commerce accru d'Inmarsat a propulsé le taux de croissance de notre secteur des communications à distance à 18 % au cours du deuxième trimestre de 2001, alors que les produits d'exploitation tirés des technologies de l'information ont enregistré un accroissement de 14 %. La hausse des produits d'exploitation a été contrebalancée par les répercussions de la décision de 2001 du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes sur les subventions de coûts, qui a réduit de 30 millions de dollars les produits d'exploitation tirés des services de télécommunications locaux au cours du trimestre (56 millions de dollars depuis le début de l'exercice).



Jay Forbes, président-directeur général

Baisse du BAIIA en raison de la décision du CRTC

Le BAIIA (bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement) s'est établi à 247 millions de dollars pour le deuxième trimestre, soit une baisse de 1 % par rapport à 251 millions de dollars pour la même période de l'exercice précédent. Les répercussions réglementaires non comprises, le BAIIA aurait atteint 266 millions de dollars au cours du deuxième trimestre, soit une hausse de 6 %.

Le total des charges d'exploitation décaissées pour le trimestre a été de 423 millions de dollars, en progression de 4 % par rapport à 408 millions de dollars. Les dépenses en immobilisations pour le deuxième trimestre ont atteint 115 millions de dollars, en hausse de 16 % en comparaison du même trimestre de l'exercice 2001, mais en baisse de 11 % depuis le début de l'exercice.

Hausse de 11 % des dividendes

Au cours du premier semestre de 2002, nous avons dégagé 51 millions de dollars de flux de trésorerie disponibles. Le bénéfice attribuable aux actions ordinaires s'est accru de 80 % (36 % après le rajustement pour tenir compte des modifications de conventions comptables). À la lumière

de nos excellents résultats, le conseil d'administration a augmenté le dividende sur les actions ordinaires de 11 %, à 0,25 \$ par action, et a déclaré un dividende payable le 30 septembre 2002 aux actionnaires inscrits le 15 septembre 2002. Le conseil d'administration a également déclaré un dividende de 0,340625 \$ par action privilégiée, payable le 30 septembre 2002 aux actionnaires inscrits le 15 septembre 2002.

Rachat d'actions

Le 18 juillet 2002, Aliant Inc. a annoncé l'acceptation par la Bourse de Toronto de l'avis d'intention d'Aliant d'acquérir de temps à autre, lorsque jugé utile, jusqu'à concurrence de 1 600 000 de ses actions ordinaires en circulation à la Bourse de Toronto, ce qui représente moins de 1,1 % des actions ordinaires d'Aliant émises et en circulation à la date des présentes. Aliant compte actuellement 139 567 382 actions ordinaires en circulation.

En vertu de l'offre, la société acquerra, de temps à autre, ses actions ordinaires au cours du marché au moyen de liquidités par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto.

Nous estimons que ces acquisitions sont dans le meilleur intérêt d'Aliant et qu'elles constituent une utilisation souhaitable de ses fonds. Les acquisitions d'actions ordinaires peuvent avoir lieu pendant la période de douze mois débutant le 22 juillet 2002 et se terminant le 21 juillet 2003. Toutes les actions ordinaires acquises seront annulées par Aliant.

Maintien des objectifs

Nous maintenons les objectifs financiers que nous avons fournis plus tôt au cours de l'exercice. Nous prévoyons des produits d'exploitation annuels consolidés de 2,680 milliards de dollars à 2,760 milliards de dollars, soit une hausse de 3 % à 6 % par rapport à l'exercice précédent. Le BAIIA devrait s'établir entre 1,000 milliard de dollars et 1,045 milliard de dollars, soit une progression de 3 % à 7 % par rapport à 2001. Au terme du deuxième trimestre, nous prévoyons qu'à la fin de l'exercice notre rendement se situera dans la moitié inférieure des fourchettes prévues.

Présentation de notre nouveau directeur financier

Je suis très heureux d'accueillir M. Barry Kydd à Aliant. M. Kydd se joint à nous à titre de vice-président directeur et directeur financier. Sa vaste expérience de la gestion financière dans le secteur des technologies sera un atout pour ce poste. Jusqu'à tout récemment, il était vice-président de l'exploitation financière à l'échelle mondiale de Lucent Technologies. Il a également occupé des postes de direction des finances dans les secteurs de l'aérospatiale, de la santé et des ressources naturelles.

Regard sur l'avenir

Aliant est stable sur le plan financier et opérationnel; nos activités ont connu un rendement efficace, et nous sommes en bonne position pour assurer une croissance continue et gérée au cours de la période d'incertitude économique actuelle. Lorsque le secteur se redressera, ce qui, à mon avis, devrait se produire dans les prochains 18 à 24 mois, nous serons prêts pour la prochaine vague de croissance. D'ici là, nous tirerons le meilleur parti de nos actifs en matière d'efficacité et de rentabilité.

Dans notre secteur des télécommunications, nous portons une attention accrue sur la fidélisation de la clientèle et la création de produits d'exploitation tirés de l'infrastructure existante. Nous continuerons à investir dans les secteurs de croissance à large bande et sans fil. Notre secteur des technologies de l'information tirera profit de ses compétences importantes en télécommunications pour servir les petites et moyennes entreprises et appuyer solidement notre stratégie de fidélisation d'entreprises. Par ailleurs, nous mettrons tout en œuvre pour devenir

LE BÉNÉFICE NET POUR LE DEUXIÈME

TRIMESTRE A BONDÉ DE 38 % POUR ATTEINDRE

82 MILLIONS

DE DOLLARS. LE BÉNÉFICE PAR ACTION

ORDINAIRE A GRIMPÉ DE 34 %, À 0,59 \$.

le premier fournisseur de services d'apprentissage électronique – secteur d'activité offrant un énorme potentiel – auprès des secteurs des télécommunications et des technologies de l'information en Amérique du Nord.

Le secteur des télécommunications continue à subir des bouleversements alors que la surcapacité entraîne des regroupements et des fermetures d'entreprises. Le contexte ne se prête pas à de nouveaux investissements massifs. Compte tenu des résultats financiers positifs obtenus depuis le début de l'exercice, nous sommes en bonne position pour résister au ralentissement et nous afficher comme chef de file lorsque les marchés financiers se rétabliront.

Comme par le passé, j'apprécie la confiance que vous avez démontrée envers notre société par le truchement de vos investissements. Soyez assurés que nous mettrons tout en œuvre pour vous procurer le meilleur rendement possible.

Cordialement,



Jay Forbes
Président-directeur général
Le 18 juillet 2002

Analyse

par la direction

Le présent document contient des déclarations et des informations sur des circonstances et des faits futurs éventuels. Ces déclarations et informations sont assorties d'une réserve en raison des risques et des incertitudes inhérents aux prévisions en général et elles peuvent s'écarter considérablement des résultats réels futurs d'Aliant Inc. Aliant Inc. décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser l'une ou l'autre de ces déclarations ou informations prospectives, que ce soit par suite de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement.

FAITS SAILLANTS DES RÉSULTATS D'ALIAN T POUR LE DEUXIÈME TRIMESTRE ET L'EXERCICE À CE JOUR

Les produits d'exploitation consolidés d'Aliant Inc. («Aliant» ou la «société») sont demeurés solides, totalisant 670,1 millions de dollars au deuxième trimestre de 2002 et 1,3 milliard de dollars pour le premier semestre de 2002, soit un gain de respectivement 1,7 % et 1,4 %. Les produits d'exploitation des télécommunications ont accusé un repli de 4,3 % au deuxième trimestre de 2002 (4,9 % au premier semestre de 2002) en raison de la diminution des produits d'exploitation des services locaux occasionnée par les décisions rendues précédemment par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes («CRTC»). Ces baisses ont été partiellement neutralisées par la croissance continue des produits d'exploitation des

services Internet et des services sans fil de Télécommunications Aliant Inc. («Télécommunications Aliant»). Les produits d'exploitation des technologies de l'information se sont accrus de 13,7 % au cours du trimestre et de 12,1 % pour l'exercice à ce jour en raison de la forte croissance des ventes de produits. Les produits d'exploitation des communications à distance ont fait un bond de 18,2 % au deuxième trimestre de l'exercice par rapport à 2001 (une augmentation de 21,8 % pour le premier semestre de 2002 en regard de la période correspondante un an plus tôt), par suite d'une hausse de la demande des services de transmission de données à haute vitesse Inmarsat par des clients du secteur militaire et de celui des médias.

Le bénéfice avant les intérêts, les impôts et taxes et l'amortissement («BAIIA»¹) s'est établi à 247,1 millions de dollars au deuxième trimestre de 2002, en baisse de 1,4 % par rapport aux 250,5 millions de dollars obtenus au deuxième trimestre de 2001. Le BAIIA du premier semestre de 2002 a progressé de 2,8 %. La marge du BAIIA pour le premier semestre de 2002 (BAIIA exprimé en pourcentage des produits d'exploitation) a grimpé à 36,1 % en 2002 comparativement à 35,6 % en 2001. Le bénéfice net consolidé attribuable aux actions ordinaires a été de 82,1 millions de dollars ou 0,59 \$ l'action au deuxième trimestre de 2002, en regard de 59,5 millions

Résultats d'exploitation consolidés d'Aliant Inc. (en milliers de dollars, sauf les montants par action)

	Trimestres terminés les 30 juin			Semestres terminés les 30 juin		
	2002	2001	% de variation	2002	2001	% de variation
		(retraités)			(retraités)	
Produits d'exploitation	670 109 \$	658 847 \$	1,7	1 315 756 \$	1 297 206 \$	1,4
Coût des produits d'exploitation	178 200	167 407	6,4	369 950	345 614	7,0
Produits d'exploitation, montant net	491 909	491 440	0,1	945 806	951 592	(0,6)
Charges d'exploitation	244 842	240 913	1,6	470 863	489 481	(3,8)
BAIIA	247 067	250 527	(1,4)	474 943	462 111	2,8
Amortissement	106 372	107 997	(1,5)	214 223	216 183	(0,9)
Bénéfice d'exploitation	140 695	142 530	(1,3)	260 720	245 928	6,0
Autres produits (charges)	12 013	(5 289)	—	10 538	(3 748)	—
Gain (perte) de change	24 402	22 612	7,9	23 944	(5 188)	—
Intérêts	32 435	41 933	(22,7)	66 180	84 095	(21,3)
Impôts sur les bénéfices	46 733	50 063	(6,7)	71 947	87 443	(17,7)
Part des actionnaires sans contrôle	13 440	6 482	107,3	19 120	(10 278)	—
Bénéfice net	84 502	61 375	37,7	137 955	75 732	82,2
Dividendes sur actions privilégiées	2 385	1 851	28,8	4 769	1 851	157,6
Bénéfice net attribuable						
aux actions ordinaires	82 117 \$	59 524 \$	38,0	133 186 \$	73 881 \$	80,3
Résultat de base par action	0,59 \$	0,44 \$	34,1	0,96 \$	0,55 \$	74,5

¹ Le BAIIA est défini par la société comme étant le bénéfice d'exploitation plus la dotation aux amortissements. La société a inclus l'information relative au BAIIA parce qu'elle estime que certains investisseurs s'en servent pour mesurer le rendement financier de l'entreprise. Le BAIIA n'est pas une mesure du rendement financier selon les principes comptables généralement reconnus du Canada et il n'est pas nécessairement comparable aux mesures similaires utilisées par d'autres entreprises. Le BAIIA ne doit pas être interprété comme étant une solution de rechange à la mesure des liquidités.

de dollars ou 0,44 \$ l'action au trimestre correspondant de 2001. Il s'agit d'augmentations respectives de 38,0 % et 34,1 %, avec un taux de croissance de 80,3 % et de 74,5 % pour le premier semestre de 2002.

Modifications de conventions comptables

Écarts d'acquisition

Auparavant, l'écart d'acquisition était amorti selon la méthode linéaire sur une durée de vie estimative de 10 à 20 ans. De plus, la société devait évaluer périodiquement la valeur comptable de l'écart d'acquisition, au cas où une perte de valeur durable surviendrait, à l'aide d'examen et d'analyses périodiques de la juste valeur marchande et des résultats prévus. Une perte de valeur durable de l'écart d'acquisition était imputée aux résultats au cours de l'exercice où elle était établie.

En vertu d'une nouvelle convention comptable de l'Institut Canadien des Comptables Agréés («ICCA»), les écarts d'acquisition et les autres actifs incorporels ayant une durée de vie indéfinie ne sont plus amortis. Depuis le 1^{er} janvier 2002, les entités ont aussi l'obligation d'effectuer un test de dépréciation pour déterminer si elles devraient

constater une perte de valeur comptable pour tout solde d'écart d'acquisition existant. Une provision de 8,6 millions de dollars pour dépréciation a été constatée par suite de l'adoption de cette nouvelle norme et a été imputée au solde d'ouverture des bénéfices non répartis. Le test de dépréciation doit être effectué au moins une fois par année, et toute provision subséquente pour dépréciation jugée nécessaire par la direction doit être imputée aux résultats à la date où elle est constatée.

Conformément à cette nouvelle norme, la société n'a pas comptabilisé d'imputation relativement à l'amortissement de l'écart d'acquisition en 2002. Au cours du deuxième trimestre de 2001, la société a constaté une dotation aux amortissements de 6,0 millions de dollars (12,2 millions de dollars pour le premier semestre de 2001) en ce qui a trait à l'amortissement de l'écart d'acquisition.

Conversion des devises étrangères

En date du 1^{er} janvier 2002, la société a adopté les nouvelles recommandations de l'ICCA à l'égard de la conversion des devises étrangères. Tous les gains et pertes de change découlant de la conversion d'éléments

Rapprochement du bénéfice net (en milliers de dollars)

Pour les semestres terminés les 30 juin

Bénéfice net attribuable aux actions ordinaires de 2001, comme retraité	73 881 \$
Facteurs ayant une incidence sur la croissance d'un exercice à l'autre :	
Croissance du BAIIA en 2002	12 832
Amortissement des écarts d'acquisition enregistrés en 2001	12 168
Augmentation de l'amortissement en 2002	(8 458)
Gain de dilution, déduction faite des impôts et taxes, constaté en 2002	25 857
Dépréciation des placements, déduction faite des impôts et taxes, constatée en 2002	(18 091)
Augmentation du gain de change, déduction faite des impôts et taxes et de la part des actionnaires sans contrôle	15 095
Diminution des intérêts débiteurs en 2002	17 915
Autres éléments divers des autres produits (charges)	3 181
Incidence fiscale de l'augmentation du bénéfice net contrebalancée par une baisse du taux d'imposition prévu par la loi	8 191
Économies fiscales constatées au titre des reports prospectifs de pertes en 2002	6 775
Variation de la part des actionnaires sans contrôle en 2002	(13 242)
Dividendes supplémentaires sur les actions privilégiées	(2 918)
Bénéfice net attribuable aux actions ordinaires déclaré en 2002	133 186 \$

Incidence des modifications de conventions comptables sur les résultats financiers (en milliers de dollars, sauf les montants par action)

	Trimestres terminés les 30 juin			Semestres terminés les 30 juin		
	2002	2001	% de variation	2002	2001	% de variation
Bénéfice net présenté attribuable						
aux actions ordinaires	82 117 \$	59 524 \$	38,0	133 186 \$	73 881 \$	80,3
Amortissement de l'écart d'acquisition	—	6 014	—	—	12 168	—
(Gain) perte de change	(13 088)	(14 138)	(7,4)	(12 748)	2 347	—
Bénéfice net attribuable aux actions ordinaires						
<i>(ajusté pour tenir compte des modifications de conventions comptables)²</i>	69 029 \$	51 400 \$	34,3	120 438 \$	88 396 \$	36,3
Résultat de base par action présenté	0,59 \$	0,44 \$	34,1	0,96 \$	0,55 \$	74,5
Résultat par action						
<i>(ajusté pour tenir compte des modifications de conventions comptables)²</i>	0,50 \$	0,38 \$	31,6	0,87 \$	0,66 \$	31,8

² Le bénéfice net attribuable aux actions ordinaires (ajusté pour tenir compte des modifications de conventions comptables) et le résultat par action (ajusté pour tenir compte des modifications de conventions comptables) ne sont pas des mesures de rendement financier en vertu des principes comptables généralement reconnus du Canada.

monétaires libellés en devises étrangères sont maintenant inclus dans les résultats, ce qui ajoute une volatilité additionnelle au bénéfice net de la société selon les fluctuations des taux de change. Auparavant, les gains ou les pertes de change non réalisés sur les soldes de la dette à long terme étaient reportés et amortis sur la durée restante de la dette connexe. En vertu des nouvelles recommandations, cette modification a été adoptée rétroactivement avec retraitement des soldes des périodes précédentes. Par conséquent, pour le trimestre terminé le 30 juin 2001, les gains de change se sont élevés à 22,6 millions de dollars, augmentant le bénéfice net de 14,1 millions de dollars. Au cours du premier semestre de 2001, les pertes de change ont atteint 5,2 millions de dollars, entraînant un repli du bénéfice net de 2,3 millions de dollars. De plus amples renseignements sont fournis à la note 2 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de la société.

Rémunérations à base d'actions

En date du 1^{er} janvier 2002, la société a adopté les nouvelles recommandations de l'ICCA à l'égard des rémunérations à base d'actions. Toutes les attributions directes d'actions aux employés sont maintenant comptabilisées selon la méthode de la juste valeur. Par conséquent, la société a imputé 0,4 million de dollars au solde d'ouverture des bénéfices non répartis. De plus amples renseignements sont fournis à la note 2 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de la société.

Imputation de restructuration

Au cours du quatrième trimestre de 2001, Aliant a enregistré une imputation de restructuration de 111,2 millions de dollars qui se compose principalement des indemnités de cessation d'emploi et des coûts liés au regroupement de diverses activités en une seule unité d'exploitation. Les économies totales à ce jour sont de 16,8 millions de dollars, ce qui se traduit en un taux courant annuel de 33,6 millions de dollars au 30 juin 2002. Les synergies additionnelles nécessaires pour atteindre le taux courant annuel visé de 56,0 millions de dollars seront réalisées par l'entremise d'un programme sélectif de départ à la retraite, et nous prévoyons qu'environ 250 employés quitteront la société en 2002. La mise en œuvre de cette offre de départ volontaire à l'intention des employés syndiqués a été retardée en attendant le résultat de la requête présentée par le syndicat au Conseil canadien des relations industrielles (CCRI). Au début du mois, le CCRI a rejeté la requête, permettant ainsi à la société d'offrir à ses employés le programme sélectif de départ à la retraite.

Prévisions pour 2002 (chiffres consolidés)

Plus tôt au cours de l'exercice, la direction a fourni les prévisions suivantes :

- les produits d'exploitation consolidés devraient s'accroître de 3 % à 6 %, pour passer de 2,680 milliards de dollars à 2,760 milliards de dollars en 2002;
- le BAIIA devrait augmenter de 3 % à 7 %, soit de 1,000 milliard de dollars à 1,045 milliard de dollars;
- le résultat par action avant l'imputation de restructuration devrait progresser de 22 % à 45 %, ou de 1,60 \$ à 1,90 \$;
- les dépenses en immobilisations devraient s'élever entre 440 millions de dollars et 465 millions de dollars, comparativement aux 466 millions de dollars engagés en 2001.

À l'exception du résultat par action, la société prévoit atteindre des résultats se situant dans la moitié inférieure des échelles prévues.

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Le secteur des télécommunications comprend les activités de Télécommunications Aliant et de ses filiales, ainsi que la participation de 87 % d'Aliant dans Aliant ActiMedia, entreprise d'annuaire téléphonique exploitée au Canada atlantique. Les produits d'exploitation des télécommunications au deuxième trimestre et au premier semestre de 2002 ont totalisé respectivement 453,6 millions de dollars et 867,9 millions de dollars, ce qui représente des baisses de 4,3 % et de 4,9 % attribuables au repli des produits d'exploitation des services locaux à la suite de la décision du CRTC quant aux bandes de fréquence, au recul du taux de contribution au fonds national et aux règles sur les subventions de coûts. Exclusion faite de l'incidence de cette décision, les produits d'exploitation se sont accrus de 2,0 % au deuxième trimestre de 2002 et de 1,3 % pour l'exercice à ce jour. Les produits d'exploitation des services interurbains ont légèrement diminué en raison des pressions à la baisse sur les tarifs interurbains des communications d'affaires. Les ventes d'équipement de télécommunications ont été moins élevées puisque les importantes ventes ponctuelles au deuxième trimestre de 2001 ne se sont pas répétées en 2002. La croissance continue des produits d'exploitation des services Internet et des services sans fil de Télécommunications Aliant a partiellement compensé ces résultats à la baisse, avec une augmentation des produits d'exploitation de respectivement 11,3 % et 11,7 % au deuxième trimestre de 2002 et de 11,4 % et 22,4 % pour le premier semestre de 2002.

Incidence des modifications apportées au régime de contribution (en millions de dollars)

	Trimestres terminés les 30 juin		Semestres terminés les 30 juin	
	2002	2001	2002	2001
Baisse des produits d'exploitation des services locaux	(29,9) \$	(4,1) \$	(56,1) \$	(8,3) \$
Baisse des produits d'exploitation des services interurbains	—	(6,4)	—	(11,1)
Total de l'incidence sur les produits d'exploitation	(29,9)	(10,5)	(56,1)	(19,4)
Baisse des charges liées à l'entente de partage	—	4,3	—	6,6
Baisse des charges liées aux contributions	10,5	13,2	20,2	23,5
Total de l'incidence sur le coût des produits d'exploitation	10,5	17,5	20,2	30,1
Incidence nette sur le BAIIA	(19,4) \$	7,0 \$	(35,9) \$	10,7 \$

La diminution des produits d'exploitation au deuxième trimestre de 2002 a été partiellement contrebalancée par une réduction de 18,6 % du coût des produits d'exploitation, qui s'explique principalement par des contributions moins élevées au fonds national et un recul des ventes de produits. Les charges d'exploitation ont chuté de 2,0 % au deuxième trimestre de 2002, et de 6,1 % pour le premier semestre de 2002. Le BAIIA a diminué de 2,4 %, passant de 225,7 millions de dollars au deuxième trimestre de 2001 à 220,3 millions de dollars au deuxième trimestre de 2002. Au cours du premier semestre de 2002, le BAIIA a grimpé de 0,8 % pour s'établir à 417,2 millions de dollars.

Modifications réglementaires

Le 30 mai 2002, le CRCT a rendu sa décision de plafonnement des prix qui contient de nouveaux règlements pour la détermination des tarifs à facturer pour certains services téléphoniques locaux. En raison de cette décision, le BAIIA devrait subir une baisse de 25,0 millions de dollars en 2003. Pour 2002, cette décision devrait avoir une incidence défavorable sur le BAIIA variant entre 6,0 millions de dollars et 10,0 millions de dollars. Les répercussions de cette décision sur Aliant pourraient changer à la suite d'analyses plus approfondies et de mises au point du CRCT sur le mode de report des comptes. Le nouveau régime de plafonnement des prix remplace le cadre de plafonnement des prix, qui a pris fin le 31 mai 2002, et demeurera en vigueur jusqu'en juin 2006.

En plus des décisions du CRCT indiquées ci-dessus, tous les fournisseurs de services sont tenus, depuis le 1^{er} janvier 2002, de verser 1,4 % de certains produits d'exploitation des télécommunications (4,5 % en 2001) dans un fonds national de contribution. Les fournisseurs de services locaux sont alors en mesure de prélever des montants de ce fonds pour compenser les coûts de la prestation de services locaux de base dans les zones à coût élevé. Ces modifications

ont réduit les produits d'exploitation de Télécommunications Aliant et le coût des produits d'exploitation connexe, puisque la diminution des coûts n'a que partiellement compensé celle des produits d'exploitation. Elles ont aussi eu une incidence négative de 19,4 millions de dollars sur le BAIIA au deuxième trimestre de 2002, en regard d'une incidence positive de 7,0 millions de dollars au trimestre correspondant de 2001, ce qui constitue un recul de 26,4 millions de dollars. Exclusion faite de la décision sur les contributions, la hausse du BAIIA serait de 6,2 % pour le trimestre (9,4 % pour l'exercice à ce jour).

La direction prévoit des produits d'exploitation annuels de 1 803 millions de dollars à 1 868 millions de dollars, soit un taux de croissance de 4 % à 7 % (exclusion faite de l'incidence des modifications réglementaires par rapport à l'exercice précédent). Le BAIIA devrait atteindre de 875 millions de dollars à 900 millions de dollars, soit un taux de croissance de 8 % à 11 % (exclusion faite de l'incidence des modifications réglementaires en regard de 2001). Ces chiffres sont conformes aux prévisions annoncées précédemment.

Produits d'exploitation

Services locaux

Les produits d'exploitation des services locaux proviennent de la prestation d'accès au réseau voix et données, de la location d'appareils téléphoniques, des services évolués de gestion des appels et des contributions. Le total des produits d'exploitation des services locaux a diminué de 11,4 % (24,8 millions de dollars) pour atteindre 193,5 millions de dollars au deuxième trimestre de 2002, et de 10,8 % pour s'établir à 383,5 millions de dollars au premier semestre de 2002, en raison d'une baisse de 29,9 millions de dollars des produits d'exploitation tirés des contributions pour le deuxième trimestre de 2002 et de 56,1 millions de dollars pour le premier semestre de 2002, comme indiqué

Résultats d'exploitation des télécommunications (en milliers de dollars)

	Trimestres terminés les 30 juin			Semestres terminés les 30 juin		
	2002	2001	% de variation	2002	2001	% de variation
Services locaux	193 514 \$	218 358 \$	(11,4)	383 473 \$	430 122 \$	(10,8)
Services interurbains	101 539	101 927	(0,4)	203 084	206 194	(1,5)
Services sans fil	67 404	60 585	11,3	128 628	115 497	11,4
Services Internet	22 439	20 094	11,7	44 287	36 178	22,4
Divers	68 712	73 026	(5,9)	108 420	124 291	(12,8)
Total des produits d'exploitation	453 608	473 990	(4,3)	867 892	912 282	(4,9)
Coût des produits d'exploitation	49 012	60 201	(18,6)	94 902	119 484	(20,6)
Produits d'exploitation, montant net	404 596	413 789	(2,2)	772 990	792 798	(2,5)
Charges d'exploitation	184 307	188 067	(2,0)	355 771	378 776	(6,1)
BAIIA	220 289	225 722	(2,4)	417 219	414 022	0,8
Amortissement	90 135	87 830	2,6	181 462	175 725	3,3
Bénéfice d'exploitation	130 154	137 892	(5,6)	235 757	238 297	(1,1)
Autres produits (charges)	530	176	201,1	(313)	1 268	(124,7)
Intérêts	22 033	26 127	(15,7)	43 721	50 400	(13,3)
Impôts sur les bénéfices	43 673	51 318	(14,9)	75 418	86 634	(12,9)
Part des actionnaires sans contrôle	223	2	—	416	291	43,0
Bénéfice net	64 755 \$	60 621 \$	6,8	115 889 \$	102 240 \$	13,3

ci-dessus. Cette perte a toutefois été atténuée partiellement par les produits d'exploitation plus élevés provenant des services d'accès au réseau (SAR) découlant de la hausse tarifaire mise en œuvre au milieu de 2001, et par la croissance des produits d'exploitation tirés des services de gestion des appels et des services d'accès aux données. Nonobstant la perte de produits d'exploitation attribuable aux modifications apportées par la CRTC au régime de contribution, les produits d'exploitation des services locaux auraient grimpé de 2,3 % au deuxième trimestre de 2002 et de 2,2 % au premier semestre de 2002.

Les produits d'exploitation des SAR pour les services locaux de transmission de la voix ont augmenté de 2,8 millions de dollars pour atteindre 115,9 millions de dollars au deuxième trimestre de 2002, une progression de 2,5 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, qui s'explique par l'entrée en vigueur des hausses de tarifs au milieu de 2001. Les volumes de SAR avaient diminué de 0,5 % au 30 juin 2002 par rapport au 30 juin 2001 en raison de la concurrence et de la cannibalisation. La part globale du marché des services locaux que détient Télécommunications Aliant reste solide à 97,1 %, en raison de sa stratégie de fidélisation de la clientèle au moyen d'offres ciblées de services groupés. Celles-ci ont été bien acceptées par le marché résidentiel, entraînant une croissance de 26 % du nombre de forfaits par rapport au deuxième trimestre de 2001, d'où une participation d'environ 32 % de ce marché. Les produits d'exploitation provenant des services évolués de gestion des appels se sont accrues de 2,1 millions de dollars ou 9,6 % au deuxième trimestre de 2002 et de 4,1 millions de dollars ou 9,5 % au premier semestre de 2002, en raison d'une plus grande pénétration des offres de services groupés et des tarifs plus élevés. Les produits d'exploitation tirés des services locaux d'accès aux données ont augmenté de 2,0 millions de dollars ou 9,1 % au deuxième trimestre de 2002 et de 3,6 millions de dollars ou 8,1 % au premier semestre de 2002. Cette hausse résulte de la croissance des circuits de transmission de données dans les services allant de pair avec celle de l'économie axée sur l'information.

Services interurbains

Les volumes de minutes de Télécommunications Aliant ont augmenté de 1,9 %, passant de 872 millions au deuxième trimestre de 2001 à 889 millions au deuxième trimestre de 2002. Le total des volumes de minutes pour le premier semestre de 2002 passe donc à 1,791 milliard, en hausse de 1,8 % par rapport au premier semestre de 2001. L'importante clientèle des centres d'appels que Télécommunications Aliant a réussi à attirer dans la région du Canada atlantique continue de jouer un rôle de premier plan dans la croissance des volumes de minutes d'appels

interurbains. Parallèlement, les offres de services groupés, y compris une composante d'interurbains à tarif fixe, continuent de faire grimper les volumes d'appels du marché résidentiel. Par suite de ces initiatives, Télécommunications Aliant a maintenu sa part du marché des services interurbains au Canada atlantique à environ 88 %.

La diminution des tarifs moyens à la minute vient contrebalancer l'incidence de l'accroissement de la demande sur les produits d'exploitation des services interurbains. Par conséquent, les produits d'exploitation des services interurbains sont demeurés relativement au même niveau au cours du trimestre, et ont légèrement fléchi, de 1,5 % ou 3,1 millions de dollars, au premier semestre de 2002.

Services sans fil

Les produits d'exploitation des services sans fil proviennent de la prestation de services cellulaires, de services de téléavertissement et de services de radiotéléphonie mobile. Le secteur du sans fil de Télécommunications Aliant a continué sur sa puissante lancée, ce qui explique une hausse de 11,3 % des produits d'exploitation qui ont atteint 67,4 millions de dollars au deuxième trimestre de 2002, et de 11,4 % pour un total de 128,6 millions de dollars au premier semestre de l'exercice. Télécommunications Aliant maintient une part de marché de chef de file (environ 75 %) pour les services cellulaires, et la nouvelle demande soutenue de ces services se traduit par une croissance de la clientèle. Le nombre de clients des services cellulaires d'Aliant était de 512 635 au 30 juin 2002, ce qui constitue une montée de 19,7 % par rapport à 2001 et une augmentation de 107,0 % des abonnés aux services numériques.

Une partie de la demande croissante de services cellulaires s'explique par l'expansion des nouveaux services numériques, dont le territoire s'élargit. Au 30 juin 2002, environ 59 % de la région du Canada atlantique avait accès à des services cellulaires numériques. Les services sans fil prépayés continuent de répondre à la demande des clients dont le taux d'utilisation est moins élevé. Bien que cette situation ait entraîné une pénétration accrue, elle a aussi causé une nouvelle baisse des produits d'exploitation moyens par client, soit de 8,8 % pour atteindre 40,76 \$ par mois au deuxième trimestre de 2002, contre 44,68 \$ par mois pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les récentes modifications de taxes devraient entraîner une hausse importante des produits d'exploitation moyens par client pour les services prépayés en 2003. Exclusion faite des services prépayés, les produits d'exploitation moyens par client sont demeurés forts à 46,60 \$ par mois en 2002, contre 48,08 \$ par mois en 2001.

Autres produits d'exploitation (en milliers de dollars)

	Trimestres terminés les 30 juin			Semestres terminés les 30 juin		
	2002	2001	% de variation	2002	2001	% de variation
Vente de produits	24 663 \$	27 541 \$	(10,4)	43 395 \$	55 051 \$	(21,2)
Annuaire téléphoniques	25 339	24 259	4,5	27 053	25 964	4,2
Divers	18 710	21 226	(11,9)	37 972	43 276	(12,3)
	68 712 \$	73 026 \$	(5,9)	108 420 \$	124 291 \$	(12,8)

Services Internet

Les services Internet ont continué d'inscrire une croissance exceptionnelle en regard du dernier exercice, puisque le nombre de clients du service à haute vitesse de Télécommunications Aliant a grimpé de 55,8 % pour atteindre 86 362 abonnés, et le nombre de clients du service d'accès commuté ordinaire a augmenté de 4,8 % pour se fixer à 194 648. Les produits d'exploitation des services Internet ont progressé de 11,7 % pour atteindre 22,4 millions de dollars au cours du trimestre, contribuant ainsi à la croissance de 22,4 % de l'exercice à ce jour. À la fin du deuxième trimestre de 2002, les services Internet à haute vitesse étaient offerts à 60 % des résidences du Canada atlantique.

Autres

Les autres produits d'exploitation des télécommunications proviennent principalement de la publicité en annuaire téléphonique, de la vente d'équipement et de nouveaux services tels que le commerce électronique et la gestion de réseaux. Le total des autres produits d'exploitation a diminué de 4,3 millions de dollars, ou 5,9 %, au deuxième trimestre de 2002 et de 15,9 millions de dollars, ou 12,8 %, au premier semestre de 2002. Les ventes d'équipement de télécommunications ont été de 2,9 millions de dollars moins élevées au deuxième trimestre de 2002, car les importantes ventes d'équipement de traitement de données au deuxième trimestre de 2001 ne se sont pas répétées en 2002. Les résultats pour l'exercice à ce jour par rapport à l'exercice précédent reflètent également les ventes de systèmes à liaisons radiomobiles de 4,7 millions de dollars réalisées en 2001 et qui ne se sont pas reproduites en 2002. La diminution de 12,3 % ou 5,3 millions de dollars des autres produits d'exploitation pour l'exercice à ce jour s'explique en partie par les produits d'exploitation moins élevés provenant de la connexion aux poteaux de téléphone en raison de la vente des poteaux à Terre-Neuve et au Labrador au troisième trimestre de 2001.

Charges

Coût des produits d'exploitation

Le coût des produits d'exploitation comprend le coût des produits vendus, les contributions versées ainsi que les charges relatives à l'entente de partage payées à d'autres sociétés de télécommunications pour acheminer et recevoir les appels interurbains en provenance du réseau de Télécommunications Aliant. Les baisses de 18,6 % ou 11,2 millions de dollars du coût des produits d'exploitation en regard du deuxième trimestre de 2001, et de 20,6 % ou 24,6 millions de dollars pour le premier semestre de 2002, s'expliquent surtout par des contributions moins élevées de 10,5 millions de dollars ou 71,4 % au cours

du trimestre et de 20,2 millions de dollars ou 68,9 % pour l'exercice à ce jour, découlant du nouveau régime de contribution.

Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation des télécommunications pour le deuxième trimestre de 2002 ont totalisé 184,3 millions de dollars, soit une baisse de 2,0 % par rapport au dernier exercice, portant la diminution pour le premier semestre de 2002 à 6,1 %. Il s'agit d'une réalisation importante compte tenu que les produits d'exploitation, exclusion faite de l'incidence des modifications au régime de contribution imposées par le CRTC, sont relativement au même niveau qu'en 2001. Cette diminution des charges d'exploitation est attribuable aux efforts constants pour réduire les coûts, ainsi qu'à l'imputation de restructuration en 2001 et à l'alignement stratégique avec Bell Canada, comme décrit ci-après, qui ont entraîné des économies de 23,0 millions de dollars au cours du premier semestre de l'exercice par rapport à 2001.

Amortissement

La dotation aux amortissements du secteur des télécommunications a fait un bond de 2,6 % au deuxième trimestre de 2002 et de 3,3 % au premier semestre de 2002, comparativement à l'exercice précédent, en raison des immobilisations plus importantes. Depuis deux exercices, les dépenses en immobilisations, auparavant affectées au réseau traditionnel de transmission de la voix, sont axées sur les secteurs à large bande et sans fil, qui sont assortis d'un potentiel élevé de croissance des produits d'exploitation. Au cours du premier trimestre de 2001, Télécommunications Aliant a accéléré son programme d'immobilisations afin de répondre à la demande grandissante des clients des secteurs à large bande et sans fil. Les investissements en capital pour l'exercice à ce jour ont diminué de 12,0 % pour s'établir à 190,1 millions de dollars, à la suite de l'établissement d'importantes zones de couverture pour les services cellulaires numériques et les services d'accès Internet haute vitesse en 2001. Les dépenses en immobilisations annuelles pour 2002 devraient se situer dans une fourchette de 375 millions de dollars à 400 millions de dollars.

Alignement stratégique avec Bell Canada

À la fin de 2001, Télécommunications Aliant et Bell Canada ont convenu de collaborer plus étroitement afin d'atteindre des objectifs communs d'amélioration du service à la clientèle et de réduction des coûts (charges et immobilisations) et d'accroître les produits d'exploitation.

Nous avons recensé des façons de travailler ensemble qui permettront à nos deux sociétés d'être encore plus solides

Coût des produits d'exploitation (en milliers de dollars)

	Trimestres terminés les 30 juin			Semestres terminés les 30 juin		
	2002	2001	% de variation	2002	2001	% de variation
Entente de partage	12 575 \$	11 336 \$	10,9	24 839 \$	22 945 \$	8,3
Contributions	4 220	14 758	(71,4)	9 110	29 280	(68,9)
Coût des produits vendus	30 095	30 272	(0,6)	55 524	60 685	(8,5)
Divers	2 122	3 835	(44,7)	5 429	6 574	(17,4)
	49 012 \$	60 201 \$	(18,6)	94 902 \$	119 484 \$	(20,6)

en tirant profit de leurs forces respectives. Nous trouvons conjointement des moyens de réduire les coûts et d'offrir de nouveaux produits et services à nos clients afin d'améliorer notre situation financière globale.

Au cours du premier semestre de 2002, les deux sociétés ont établi des ententes sur certaines initiatives qui devraient permettre à Télécommunications Aliant d'améliorer son BAIIA à un taux courant annualisé de 27 millions de dollars et de réaliser des économies en capital de plus de 15 millions de dollars. Ces initiatives comprennent une plateforme commune pour la messagerie vocale et le courrier électronique, l'élaboration en commun de campagnes de publicité et des tarifs transfrontaliers moins élevés pour les appels destinés aux États-Unis. Les résultats à ce jour indiquent un accroissement du BAIIA de 4 millions de dollars et des économies en capital de 9 millions de dollars, ce qui devrait permettre à Télécommunications Aliant d'atteindre son objectif d'améliorer son BAIIA à un taux courant annualisé de 30 millions de dollars en 2002. Étant donné ce succès initial, nous continuerons à relever des synergies additionnelles tout au long de 2002, dans le but d'enregistrer une hausse du BAIIA d'environ 43 millions de dollars et des économies en capital d'environ 9 millions de dollars en 2003.

De plus, Télécommunications Aliant a décidé de profiter de sa collaboration avec Bell Canada pour offrir à tous ses clients du Canada atlantique le service de télévision numérique Bell ExpressVu, et de ne plus fournir le service *VibeVision*.

TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

Le secteur des technologies de l'information d'Aliant est exploité par *xwave*, sa filiale en propriété exclusive. Les produits d'exploitation de *xwave* se sont accrus de 13,7 % au deuxième trimestre de 2002 pour atteindre 103,7 millions de dollars, entraînant une hausse de 12,1 % des produits d'exploitation pour le premier semestre de 2002, qui ont atteint 225,2 millions de dollars. Les ventes de services de technologies de l'information à marge élevée ont grimpé de 1,8 % comparativement à la même

période de l'exercice précédent, alors que les ventes dans le secteur des solutions matérielles en technologies de l'information ont augmenté de 40,9 % par rapport au deuxième trimestre de 2001. Une majoration des produits d'exploitation des services à marge élevée, combinée à une amélioration de la gestion de la marge brute dans le secteur des solutions matérielles en technologies de l'information, a entraîné une augmentation de la marge du BAIIA au deuxième trimestre (8,5 % contre 7,1 %), soit un troisième trimestre consécutif de croissance du BAIIA.

xwave continue d'être un fournisseur important des autres sociétés d'Aliant, surtout de Télécommunications Aliant, car elle effectue des investissements importants dans les systèmes d'accès au réseau et les programmes d'efficacité opérationnelle. Par ailleurs, les ventes aux autres secteurs d'activité d'Aliant ont reculé de 41,4 % à 35,5 % du total des ventes au deuxième trimestre de 2002.

Les produits d'exploitation tirés de la prestation de services-conseils en technologies de l'information, de services de soutien technique et de services de traitement de données ont augmenté de 1,8 %, pour s'établir à 64,6 millions de dollars au deuxième trimestre de 2002, mettant ainsi fin aux baisses enregistrées jusqu'au trimestre précédent. Par conséquent, la diminution des produits d'exploitation par rapport à l'exercice précédent a été réduite à 1,6 % (2,1 millions de dollars) pour le premier semestre de 2002. Les ventes de produits du secteur des solutions matérielles en technologies de l'information de *xwave* ont grimpé de façon marquée, soit de 40,9 %, pour atteindre 39,1 millions de dollars pour le trimestre, portant ainsi la croissance pour l'exercice à ce jour à 36,5 %. La marge brute sur les ventes de produits de 9,3 % au deuxième trimestre, soit 8,1 % pour l'exercice à ce jour, a diminué en regard des 10,3 % et 9,8 % en 2001. Cette baisse est attribuable aux pressions exercées par la concurrence en raison du ralentissement de l'économie. De la même façon, la marge brute sur les produits d'exploitation tirés des services a reculé de 4,0 % au cours du trimestre, et de 4,7 % pour le premier semestre de l'exercice, pour atteindre 29,2 % et 30,1 % en 2002.

Résultats d'exploitation des technologies de l'information (en milliers de dollars)

	Trimestres terminés les 30 juin			Semestres terminés les 30 juin		
	2002	2001	% de variation	2002	2001	% de variation
Services	64 589 \$	63 470 \$	1,8	126 450 \$	128 569 \$	(1,6)
Ventes de produits	39 066	27 722	40,9	98 731	72 337	36,5
Total des produits d'exploitation	103 655	91 192	13,7	225 181	200 906	12,1
Coût des produits d'exploitation	35 430	24 865	42,5	90 690	65 271	38,9
Produits d'exploitation, montant net	68 225	66 327	2,9	134 491	135 635	(0,8)
Charges d'exploitation	59 390	57 301	3,6	117 076	115 989	0,9
BAIIA	8 835	9 026	(2,1)	17 415	19 646	(11,4)
Amortissement	2 945	3 613	(18,5)	5 800	7 133	(18,7)
Bénéfice d'exploitation	5 890	5 413	8,8	11 615	12 513	(7,2)
Autres produits	43	106	(59,4)	72	133	(45,9)
Intérêts	384	631	(39,1)	757	1 096	(30,9)
Impôts sur les bénéfices	2 519	2 595	(2,9)	5 003	5 949	(15,9)
Part des actionnaires sans contrôle	6	(75)	108,0	(27)	(91)	70,3
Bénéfice net	3 024 \$	2 368 \$	27,7	5 954 \$	5 692 \$	4,6

Conformément aux objectifs, xwave devrait dégager des produits d'exploitation annuels de 400 millions de dollars à 450 millions de dollars en 2002, soit de 7 % à 20 % supérieurs à ceux de 2001, et un BAIIA entre 33 millions de dollars et 40 millions de dollars.

COMMUNICATIONS À DISTANCE

Le secteur des communications à distance d'Aliant est représenté par sa participation dans Stratos Global Corporation («Stratos»). Au cours du deuxième trimestre de 2002, la participation d'Aliant dans Stratos a été réduite de 61 % à 53 %. Les produits d'exploitation des communications à distance ont augmenté de 18,2 % au deuxième trimestre de 2002 pour atteindre 128,7 millions de dollars en regard de 108,9 millions de dollars en 2001, portant la croissance des produits d'exploitation pour le premier semestre de 2002 à 21,8 % ou 45,7 millions de dollars. Au deuxième trimestre de 2002, le BAIIA a diminué de 15,8 %, passant de 27,5 millions de dollars en 2001 à 23,1 millions de dollars, en raison de l'amélioration des produits d'exploitation des produits à marge plus faible, y compris le contrat conclu avec la marine américaine, et de l'augmentation des charges d'exploitation liée aux fluctuations des taux de change. Stratos prévoit des produits d'exploitation annuels variant entre 485 millions de dollars et 498 millions de dollars, ce qui représente une croissance de 8 % à 10 % en regard de 2001, et un BAIIA de 110 millions de dollars à 115 millions de dollars, soit une croissance de 10 % à 15 %.

En mai 2002, Stratos a émis de nouvelles actions pour un montant de 148 millions de dollars, comprenant la participation de 31 millions de dollars d'Aliant. Le produit net a été utilisé pour rembourser une partie de sa facilité de crédit-relais. Aliant a constaté un gain de dilution de 32,5 millions de dollars dans les autres produits au cours du trimestre.

Produits d'exploitation

Les produits d'exploitation des services mobiles par satellite ont crû de 30,2 %, passant de 71,9 millions de dollars au deuxième trimestre de 2001 à 93,6 millions de dollars

au deuxième trimestre de 2002, et de 31,9 % au cours du premier semestre de 2002 pour atteindre 184,2 millions de dollars. Cette augmentation est principalement attribuable à l'accroissement de la demande pour les services de transmission de données à haute vitesse Inmarsat par les clients du secteur militaire et du secteur des médias. Le contrat signé avec la marine américaine a également contribué aux produits d'exploitation au deuxième trimestre à la suite du lancement réussi des services. Les produits d'exploitation des services à large bande ont chuté de 5,1 % au cours du trimestre, passant de 37,1 millions de dollars au deuxième trimestre de 2001 à 35,2 millions de dollars sur la même période en 2002. Cette baisse s'explique par le ralentissement des activités de forage dans le Golfe du Mexique et dans la Mer du Nord en raison du recul des prix du pétrole. Au cours du premier semestre de 2002, les produits d'exploitation des services à large bande ont augmenté de 1,6 % pour s'établir à 71,1 millions de dollars.

Le coût des produits d'exploitation du trimestre s'est accru de 22,8 % pour s'établir à 83,3 millions de dollars en 2002, comparativement à 67,8 millions de dollars en 2001, et de 24,7 % pour atteindre 161,9 millions de dollars au premier semestre de 2002, dans la foulée de produits d'exploitation plus élevés. La marge brute en pourcentage des produits d'exploitation a été de 36,6 % au premier semestre de 2002, contre 38,0 % pour la période correspondante de 2001. La diminution de la marge brute découle de la variation de la gamme de produits en 2002, alors que les produits d'exploitation provenant du contrat à marge moins élevée avec la marine américaine ont augmenté en 2002.

Charges

Les charges d'exploitation ont grimpé de 64,0 % pour s'établir à 22,3 millions de dollars au deuxième trimestre de 2002, contre 13,6 millions de dollars au deuxième trimestre de 2001, en raison des fluctuations des taux de change. Pour le premier semestre de 2002, les charges d'exploitation se sont accrues de 13,2 % pour atteindre 38,8 millions de dollars par rapport à 34,3 millions de dollars pour la

Résultats d'exploitation des communications à distance (en milliers de dollars)

	Trimestres terminés les 30 juin			Semestres terminés les 30 juin		
	2002	2001	% de variation	2002	2001	% de variation
Produits d'exploitation	128 749 \$	108 918 \$	18,2	255 289 \$	209 559 \$	21,8
Coût des produits d'exploitation	83 305	67 830	22,8	161 902	129 876	24,7
Produits d'exploitation, montant net	45 444	41 088	10,6	93 387	79 683	17,2
Charges d'exploitation	22 300	13 601	64,0	38 830	34 315	13,2
BAIIA	23 144	27 487	(15,8)	54 557	45 368	20,3
Amortissement	10 176	12 890	(21,1)	19 933	26 211	(24,0)
Bénéfice d'exploitation	12 968	14 597	(11,2)	34 624	19 157	80,7
Autres produits (charges)	193	(3 331)	(105,8)	—	(6 814)	—
Gain (perte) de change	24 402	22 612	7,9	23 944	(5 188)	—
Intérêts	11 165	14 787	(24,5)	23 604	30 213	(21,9)
Impôts sur les bénéfices	1 017	1 987	(48,8)	(3 462)	3 928	(188,1)
Part des actionnaires sans contrôle	12 895	6 652	93,9	17 968	(10 702)	267,9
Bénéfice net (perte nette)	12 486 \$	10 452 \$	19,5	20 458 \$	(16 284) \$	225,6

même période un an plus tôt. Les charges d'exploitation en pourcentage des produits d'exploitation au deuxième trimestre de 2002 ont été de 17,3 % comparativement à 12,5 % au trimestre correspondant de 2001.

L'amortissement a diminué de 2,7 millions de dollars au deuxième trimestre de 2002 et de 6,3 millions de dollars au premier semestre de 2002 en regard de l'exercice précédent, principalement par suite de la cessation de l'amortissement de l'écart d'acquisition en 2002.

L'amortissement de l'écart d'acquisition au deuxième trimestre de 2001 représentait 2,3 millions de dollars et, au premier semestre de 2001, 5,0 millions de dollars.

Les autres charges constatées en 2001 représentaient les coûts d'intégration des activités de l'entreprise aéronautique et maritime de British Telecom; aucun coût permanent n'a été enregistré en 2002.

ACTIVITÉS EN ÉMERGENCE

Les activités en émergence d'Aliant consistent en un groupe de sociétés détenues par Horizons Aliant Inc., soit Innovatia Inc. («Innovatia»), filiale en propriété exclusive, Prexar LLC («Prexar») détenue à 96 % et AMI Offshore Inc. («AMI») détenue à 57 %.

- AMI offre des services techniques de contrôle des processus et des systèmes et des services de fabrication en sous-traitance à divers secteurs notamment celui de la prospection pétrolière et gazière en mer.
- Prexar est un fournisseur de services Internet qui dessert les États du nord de la Nouvelle-Angleterre.
- Innovatia se concentre sur le perfectionnement des processus opérationnels du secteur des télécommunications liés au service à la clientèle, au soutien aux ventes et à la gestion des connaissances.

Étant donné l'instabilité du secteur des télécommunications à l'échelle mondiale et les défis qu'elle représente en termes de croissance des produits d'exploitation, Aliant a décidé de se retirer progressivement de toutes ses activités en émergence, à l'exception des activités de gestion des connaissances au sein d'Innovatia.

- Les participations majoritaires dans K&D Pratt Limited et

ASCO Canada ont été vendues en décembre 2001; Aliant et AMI étudient plusieurs possibilités relativement à la vente de la totalité ou d'une partie de l'entreprise restante;

- La société évalue actuellement plusieurs options pour Prexar;
- Innovatia est à la dernière étape de sa transformation en entreprise d'apprentissage électronique fournissant du soutien technique avant et après vente. Par conséquent, ses activités liées à eWorld et à PolyLABO ont été grandement réduites, et les activités restantes doivent être transférées à Télécommunications Aliant pour être intégrées à cette unité d'exploitation. Il restera alors les activités de gestion des connaissances, composées d'Interactive Knowledge (activités d'apprentissage électronique) et du contrat de centre de services à la clientèle de Nortel.

La décision de se retirer de ces secteurs d'activité a exigé une révision des valeurs comptables du portefeuille de placements dans les activités en émergence et des actifs des filiales. Les données du tableau ci-dessous représentent les meilleures estimations de la direction relativement aux diminutions respectives de la valeur marchande :

	Rajustement – état des résultats	Rajustement de l'écart d'acquisition (bénéfices non répartis)
(en millions de dollars)		
AMI Offshore Inc.	— \$	1,0 \$
Prexar LLC	5,2	7,5
Voxcom Inc.	4,7	—
iMagicTV Inc.	10,6	—
Divers	0,9	0,1
Total	21,4 \$	8,6 \$

Le rajustement de l'écart d'acquisition découle de la mise en œuvre de la nouvelle convention comptable relative aux écarts d'acquisition et autres actifs incorporels.

Au deuxième trimestre de 2002, les produits d'exploitation des activités en émergence d'Aliant ont chuté de 34,0 % pour s'établir à 23,6 millions de dollars au deuxième trimestre de 2002 contre 35,8 millions de dollars en 2001, et de 31,6 % pour atteindre 50,6 millions de dollars au

Résultats d'exploitation des activités en émergence (en milliers de dollars)

	Trimestres terminés les 30 juin			Semestres terminés les 30 juin		
	2002	2001	% de variation	2002	2001	% de variation
Produits d'exploitation	23 611 \$	35 786 \$	(34,0)	50 643 \$	73 992 \$	(31,6)
Coût des produits d'exploitation	10 345	15 327	(32,5)	22 342	31 800	(29,7)
Produits d'exploitation, montant net	13 266	20 459	(35,2)	28 301	42 192	(32,9)
Charges d'exploitation	13 335	24 187	(44,9)	28 974	43 391	(33,2)
BAIIA	(69)	(3 728)	98,1	(673)	(1 199)	43,9
Amortissement	2 893	1 676	72,6	6 487	3 144	106,3
Perte d'exploitation	(2 962)	(5 404)	45,2	(7 160)	(4 343)	(64,9)
Autres produits (charges)	(23 396)	(2 172)	—	(23 401)	1 957	—
Intérêts	372	580	(35,9)	674	998	(32,5)
Impôts sur les bénéfices	(4 793)	(2 511)	(90,9)	(6 557)	(1 252)	—
Part des actionnaires sans contrôle	316	(97)	—	763	224	240,6
Bénéfice net (perte nette)	(22 253) \$	(5 548) \$	—	(25 441) \$	(2 356) \$	—

premier semestre de 2002, contre 74,0 millions de dollars en 2001, en raison surtout de la vente de K&D Pratt Limited et d'ASCO Canada au cours du quatrième trimestre de 2001. Ces activités ont fourni des produits d'exploitation de 11,1 millions de dollars au deuxième trimestre de 2001, et de 22,0 millions de dollars au premier semestre de 2001. Le BAIIA au deuxième trimestre de 2002 s'est accru de 3,7 millions de dollars, résultat de l'accent placé sur la réduction des coûts à la suite d'une baisse des produits d'exploitation, ce qui porte le BAIIA pour l'exercice à ce jour à 43,9 %. Les autres charges du trimestre et de l'exercice à ce jour comprennent 21,4 millions de dollars au titre des réductions de valeur constatées pour les placements à long terme et divers actifs de filiales (voir le tableau qui précède).

À l'heure actuelle, la direction maintient ses prévisions pour 2002, soit des produits d'exploitation atteignant entre 80 millions de dollars et 100 millions de dollars, et un BAIIA variant entre 5 millions de dollars et 15 millions de dollars, mais s'attend à ce que les résultats réels se situent plus près de l'extrémité inférieure de ces fourchettes étant donné la décision de la société de se retirer de la majorité de ces activités.

AUTRES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

Autres produits (charges)

Les autres produits d'Aliant ont augmenté de 17,3 millions de dollars au deuxième trimestre de 2002 et de 14,3 millions de dollars au premier semestre de 2002 comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Les autres produits comprennent les gains à la vente d'actifs et de placements, et les chiffres pour ce trimestre comportent un gain de dilution réalisé à l'égard de Stratos, la société ayant réduit sa participation de 61 % à 53 % à la suite de l'émission de 148 millions de dollars d'actions de Stratos en mai. Le gain a totalisé 32,5 millions de dollars (25,9 millions de dollars après impôts sur les bénéfices) et a été partiellement contrebalancé par des réductions de valeur constatées à l'égard du placement d'Aliant dans iMagicTV Inc. et de divers placements de portefeuille, comme indiqué ci-dessus. La baisse de valeur totale s'est élevée à 21,4 millions de dollars (18,1 millions de dollars après impôts sur les bénéfices).

Intérêts débiteurs

Les intérêts débiteurs consolidés sont passés de 41,9 millions de dollars au deuxième trimestre de 2001 à 32,4 millions de dollars au même trimestre de 2002, entraînant une chute de 21,3 % pour le premier semestre de l'exercice. Cette diminution résulte de la baisse des taux

d'intérêt et des emprunts dans tous les secteurs d'activité.

Les intérêts débiteurs du secteur des télécommunications ont été réduits de 4,1 millions de dollars au deuxième trimestre de 2002 et de 6,7 millions de dollars au premier semestre de 2002, en raison du recul des taux d'intérêt et des emprunts. Télécommunications Aliant a été en mesure de réduire ses intérêts débiteurs en partie en diminuant son endettement global, mais aussi en tirant parti au cours des derniers exercices du refinancement à des taux d'intérêt plus bas des titres d'emprunt à long terme venant à échéance. De plus, le produit net de la titrisation de créances de 135,0 millions de dollars et les flux de trésorerie positifs disponibles qu'Aliant a enregistrés au cours de l'exercice ont été utilisés pour réduire les emprunts sur papier commercial et les intérêts débiteurs de la société.

Une régression de 3,6 millions de dollars des intérêts débiteurs liés au secteur des communications à distance au deuxième trimestre est principalement attribuable au remboursement de la dette par Stratos la suite de la conclusion d'un placement de 148,0 millions de dollars d'actions en mai 2002.

Les intérêts débiteurs combinés de tous les autres secteurs d'activité et sur tous les emprunts de la société de portefeuille ont généralement baissé au cours du dernier exercice. De plus, les taux d'intérêt à court terme plus bas, l'émission de 175,0 millions de dollars d'actions privilégiées par Aliant au deuxième trimestre de 2001 et l'application du produit net au service de la dette ont réduit les intérêts débiteurs. Le ratio de couverture des intérêts consolidés d'Aliant (avant l'imputation de restructuration) a augmenté de 3,5 fois pour la période de douze mois terminée le 30 juin 2001 à 4,0 fois pour la période de douze mois terminée le 30 juin 2002.

Impôts et taxes

La provision d'Aliant pour impôts sur les bénéfices consolidés a diminué de 6,7 %, passant de 50,1 millions de dollars au deuxième trimestre de 2001 à 46,7 millions de dollars au deuxième trimestre de 2002, surtout en raison d'une baisse des taux d'imposition prévus par la loi. Au cours du premier semestre de 2002, une réduction de la charge d'impôts d'Aliant de 6,8 millions de dollars a entraîné la constatation d'économies d'impôts relativement à une tranche des reports prospectifs de pertes fiscales d'une des filiales de la société. Le taux d'imposition réel pour le deuxième trimestre de 2002 a été de 35,79 %, soit un recul de 16,67 % par rapport à la période correspondante de

Dépenses en immobilisations (en milliers de dollars)

	Trimestres terminés les 30 juin			Semestres terminés les 30 juin		
	2002	2001	% de variation	2002	2001	% de variation
Télécommunications	103 316 \$	76 110 \$	35,7	190 146 \$	216 074 \$	(12,0)
Technologies de l'information	3 367	1 188	183,4	4 313	5 170	(16,6)
Communications à distance	8 004	7 845	2,0	22 197	8 496	161,3
Activités en émergence	159	13 471	(98,8)	4 742	19 878	(76,1)
Divers	241	189	27,5	341	226	50,9
Total des dépenses en immobilisations	115 087 \$	98 803 \$	16,5	221 739 \$	249 844 \$	(11,2)

2001. Pour le semestre terminé le 30 juin 2002, le taux d'imposition réel s'est élevé à 33,62 %, une réduction de 23,57 % comparativement au premier semestre de l'exercice précédent.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Activités d'exploitation

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation d'Aliant, compte non tenu des variations des soldes hors caisse du fonds de roulement, ont augmenté de 16,0 %, passant de 287,5 millions de dollars en 2001 à 333,5 millions de dollars en 2002. Cette progression s'explique surtout par la hausse du bénéfice d'exploitation. L'accent mis par la direction sur l'amélioration des soldes du fonds de roulement continue de porter des fruits. En effet, la variation des soldes hors caisse du fonds de roulement s'est améliorée de 103,0 millions de dollars par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Activités d'investissement

Les dépenses en immobilisations consolidées d'Aliant se sont établies à 115,1 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2002, une montée de 16,5 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, et ont atteint 221,7 millions de dollars pour le premier semestre de 2002, un recul de 11,2 % par rapport au premier semestre de 2001. Les dépenses en immobilisations de Télécommunications Aliant ont totalisé 103,3 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2002, en hausse de 35,7 % en regard de l'exercice précédent en raison du moment où elles ont été engagées, alors que les dépenses pour le premier semestre de 2002 sont inférieures de 12,0 % à celles de 2001.

On prévoit que les dépenses en immobilisations de 2002 s'établiront entre 440 millions de dollars et 465 millions de dollars, contre 466 millions de dollars en 2001, ce qui reflète la gestion toujours prudente des actifs de la société et les économies éventuelles associées à la convention d'alignement stratégique avec Bell.

Activités de financement

Télécommunications

Les titres d'emprunt à long terme émis dans le public sont la principale source de financement externe des activités d'exploitation de Télécommunications Aliant. Dans un proche avenir, Télécommunications Aliant obtiendra son financement par titres d'emprunt à court terme et par actions ordinaires auprès d'Aliant. En avril 2001, Télécommunications Aliant a déposé un nouveau prospectus préalable en vue de l'émission de billets à moyen terme d'un montant de 350,0 millions de dollars sur le marché canadien. Le

15 janvier 2002, Télécommunications Aliant a émis pour 100,0 millions de dollars de billets à 5 ans portant intérêt à 5,36 % en vertu de ce prospectus. Ce financement devrait permettre à Télécommunications Aliant de subvenir à ses besoins d'emprunt pour l'exercice 2002. Il a été réalisé tôt dans l'exercice afin de profiter de l'accès favorable au marché de la dette et de la faiblesse des taux d'intérêt. Le produit a été prêté temporairement à Aliant afin de rembourser les emprunts sur papier commercial, de rembourser la dette à long terme de Télécommunications Aliant venant à échéance et de financer, au besoin, le programme de dépenses en immobilisations de l'exercice. Télécommunications Aliant a remboursé 50 millions de dollars de sa dette à long terme venant à échéance en juin 2002.

Technologies de l'information

Les principales sources de financement de xwave sont les émissions de titres d'emprunt et d'actions d'Aliant ainsi que les facilités de crédit bancaire. xwave dispose, en juin 2002, de lignes de crédit d'exploitation totalisant 51,0 millions de dollars et de facilités d'acquisition de 24,0 millions de dollars auprès d'un syndicat de banques à charte canadiennes.

Communications à distance

Stratos obtient son financement par emprunt au moyen de facilités bancaires et son financement par actions ordinaires au moyen de l'émission dans le public d'actions cotées à la Bourse de Toronto. Aliant a garanti une tranche de 33,0 millions de dollars US des obligations de Stratos en vertu de ses facilités de crédit, soit une diminution de 117 millions de dollars US par rapport au premier trimestre de 2002, étant donné que le produit a été appliqué à la dette garantie. Les facilités de crédit de Stratos comportent certaines clauses restrictives relatives aux résultats financiers qui sont présentement toutes respectées. En mars 2002, Stratos et le syndicat de banques ont convenu de modifier certaines conditions des facilités de crédit qui permettront une prolongation de sa facilité de crédit-relais jusqu'en juillet 2003, de modifier certaines clauses restrictives relatives aux résultats financiers et de réduire le taux d'intérêt à payer sur les avances consenties en vertu des facilités. Aliant maintient son engagement à aider Stratos à renforcer son bilan et, à cette fin, a investi 31,0 millions de dollars dans les actions ordinaires de Stratos dans le cadre de l'appel public à l'épargne de Stratos de 148 millions de dollars, en mai 2002.

Financement de la société

Aliant a émis 27,7 millions de dollars d'actions ordinaires au cours du deuxième trimestre dans le cadre du régime d'épargne-actions des employés, du régime de réinvestissement des dividendes (RRD) et d'achat d'actions

Structure du capital consolidée (en milliers de dollars)

	30 juin 2002		31 décembre 2001	
Actions ordinaires	1 529 167	\$ 44,9 %	1 410 715	\$ 42,7 %
Actions privilégiées	172 264	5,1 %	172 264	5,2 %
Part des actionnaires sans contrôle	156 643	4,6 %	61 029	1,8 %
Dette à long terme (y compris la tranche échéant à moins d'un an)	1 429 525	42,0 %	1 545 529	46,7 %
Dette à court terme, y compris la dette bancaire et les intérêts à payer	117 667	3,4 %	120 778	3,6 %
	3 405 266	\$ 100,0 %	3 310 315	\$ 100,0 %

et de l'exercice des options aux termes de son régime d'options d'achat d'actions des employés. Le total des dividendes versés par Aliant à ses porteurs d'actions ordinaires en 2002 a légèrement augmenté relativement au niveau de 2001 à cause du nombre plus élevé d'actions en circulation. Aliant a versé des dividendes sur les actions privilégiées, qui ont totalisé 2,4 millions de dollars pour le trimestre.

Aliant n'avait aucun encours de papier commercial au 30 juin 2002 en regard de 4,9 millions de dollars au 31 décembre 2001. Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, les sources de financement externe des secteurs d'activité et le produit tiré des actions ordinaires ont été suffisants pour rembourser la dette, verser les dividendes et combler les besoins en investissement. Aliant maintient, auprès de ses banquiers, des lignes de crédit totalisant 675,0 millions de dollars, montant dont une tranche de 350,0 millions de dollars constitue une facilité consentie aux fins du soutien du programme de papier commercial de la société, et une tranche de 175,0 millions de dollars correspond à un total de deux lignes de crédit bancaire consenties réservées aux fins de la garantie de la dette de Stratos. La tranche résiduelle de 150,0 millions de dollars constitue la totalité des lignes de crédit d'exploitation disponibles d'Aliant.

Structure du capital

La solidité de la structure du capital d'Aliant s'est améliorée au cours du trimestre, le niveau de la dette chutant à 45,4 % du capital au 30 juin 2002 comparativement à 50,3 % au 31 décembre 2001. Au 30 juin 2001, la dette exprimée en pourcentage du capital était de 52,6 %. Ce redressement remarquable de la structure du capital de la société est attribuable à l'émission d'actions privilégiées et ordinaires, à la croissance des flux de trésorerie liés à l'exploitation et aux ventes d'actifs choisis dont le produit a servi à réduire le niveau de la dette.

Aliant prévoit continuer de générer des flux de trésorerie internes suffisants pour verser des dividendes, si ces dividendes sont déclarés et au moment où ils le sont, et pour financer ses dépenses en immobilisations et ses nouveaux placements. De plus, Aliant dispose d'une marge de manœuvre suffisante, en vertu de ses arrangements de financement actuels et disponibles, afin de fournir les liquidités requises pour les activités d'exploitation existantes et la croissance future prévue.

En raison de la solide situation financière d'Aliant, le conseil d'administration a approuvé une hausse du dividende trimestriel de 2,5 cents par action ordinaire, ce qui porte le dividende annuel à 1,00 \$ par action ordinaire.

Le 18 juillet 2002, Aliant Inc. a annoncé l'acceptation par la Bourse de Toronto de l'avis d'intention d'acquérir de temps à autre jusqu'à concurrence de 1 600 000 de ses actions ordinaires en circulation à la Bourse de Toronto, ce qui représente 1,1 % des actions ordinaires d'Aliant émises et en circulation à cette date, soit 139 567 382 actions ordinaires.

En vertu de l'offre, la société acquerrait, de temps à autre, ses actions ordinaires au cours du marché au moyen de liquidités par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto.

Les acquisitions d'actions ordinaires peuvent avoir lieu pendant la période de douze mois débutant le 22 juillet 2002 et se terminant le 21 juillet 2003. Toutes les actions ordinaires acquises seront annulées par Aliant Inc.

PERSPECTIVES, RISQUES ET INCERTITUDES CONSOLIDÉS

En 2001, Aliant a continué de mettre l'accent sur la mise en œuvre d'une stratégie de croissance à long terme, remaniant la structure organisationnelle afin d'obtenir les synergies visées par la fusion et renforçant la position de chaque secteur d'activité au moyen d'acquisitions ciblées et d'initiatives d'expansion. En 2002, Aliant continuera de se concentrer sur les efficiences opérationnelles et la mise en application de stratégies d'alignement avec Bell Canada. Toutefois, la réglementation continue de faire partie du cadre d'exploitation entourant les activités de Télécommunications Aliant. En particulier, le règlement relatif au plafonnement des prix des services publics (y compris les services locaux résidentiels et les services locaux commerciaux monolignes et multilignes) limite la croissance des produits d'exploitation des services locaux.

Le 30 mai 2002, le CRTC a publié une deuxième décision relative au plafonnement des prix. Celle-ci devrait avoir une incidence négative de 25,0 millions de dollars sur le BAIIA en 2003 et de 6,0 millions de dollars à 10,0 millions de dollars sur le BAIIA en 2002. Les répercussions peuvent varier selon les analyses et les éclaircissements additionnels du CRTC sur le mode de report des comptes. Le nouveau régime de plafonnement des prix sera en vigueur jusqu'en juin 2006.

Afin de réaliser les objectifs de croissance généraux d'Aliant en 2002 et au delà, les secteurs d'activité possédant le rythme de croissance le plus rapide doivent compenser la baisse de régime prévue dans les télécommunications. De plus, il faudra relever les défis découlant de l'évolution rapide de la technologie, de la concurrence et du ralentissement économique. Aliant est prête à relever ces défis. Dans le secteur des télécommunications, une attention accrue sera portée sur la fidélisation de la clientèle, afin de tirer des produits d'exploitation de l'infrastructure existante tout en continuant à investir dans les secteurs de croissance à large bande et sans fil. xwave tirera profit de ses compétences importantes en télécommunications pour servir les petites et moyennes entreprises et appuyer solidement notre stratégie de fidélisation d'entreprises. Dans le secteur des activités émergentes, nous mettrons l'accent sur Interactive Knowledge pour développer un secteur au potentiel considérable. Partant des assises jetées en 2001 et des résultats positifs obtenus jusqu'à maintenant en 2002, Aliant se trouve en meilleure position pour naviguer dans la période de transition actuelle au sein du secteur et pour maintenir sa situation de chef de file.

États financiers

Bilans consolidés (non vérifiés)

<i>(en milliers de dollars)</i>	Au 30 juin 2002	Au 31 décembre 2001 <i>(comme retraité, note 2)</i>
ACTIF		
Actif à court terme		
Encaisse et placements à court terme	197 788 \$	131 558 \$
Débiteurs <i>(note 3)</i>	485 634	482 454
Stocks	35 623	36 046
Charges payées d'avance	63 059	34 947
Actifs d'impôts futurs	—	17 500
	782 104	702 505
Immobilisations <i>(note 4)</i>	2 352 286	2 346 599
Autres actifs		
Placements à long terme <i>(note 5)</i>	46 995	65 501
Charges reportées	112 923	121 474
Actifs d'impôts futurs	37 444	9 881
Écart d'acquisition <i>(note 6)</i>	403 841	418 286
	601 203	615 142
Total de l'actif	3 735 593 \$	3 664 246 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Passif à court terme		
Effets à payer et avances bancaires <i>(note 7)</i>	97 106 \$	103 156 \$
Créditeurs et charges à payer <i>(note 8)</i>	289 558	311 915
Passifs d'impôts futurs	4 009	—
Dette à long terme échéant à moins d'un an <i>(note 9)</i>	129 602	84 788
	520 275	499 859
Dette à long terme <i>(note 9)</i>	1 299 923	1 460 741
Obligation au titre des prestations constituées	43 591	43 758
Produits comptabilisés d'avance	13 730	15 880
	1 877 519	2 020 238
Part des actionnaires sans contrôle <i>(note 10)</i>	156 643	61 029
Capitaux propres		
Capital social <i>(note 11)</i>	1 242 256	1 186 680
Surplus d'apport	69 320	69 320
Bénéfices non répartis	389 855	326 979
	1 701 431	1 582 979
Total du passif et des capitaux propres	3 735 593 \$	3 664 246 \$

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

Au nom du conseil d'administration,



Charles White
Président du conseil



Edward Reevey
Administrateur

États consolidés des résultats

(non vérifiés)

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)	Trimestres terminés les 30 juin		Semestres terminés les 30 juin	
	2002	2001	2002	2001
		<i>(comme retraité, note 2)</i>		<i>(comme retraité, note 2)</i>
Produits d'exploitation (note 12)	670 109 \$	658 847 \$	1 315 756 \$	1 297 206 \$
Charges				
Coût des produits d'exploitation	178 200	167 407	369 950	345 614
Charges d'exploitation	244 842	240 913	470 863	489 481
Amortissement	106 372	107 997	214 223	216 183
	529 414	516 317	1 055 036	1 051 278
Bénéfice d'exploitation	140 695	142 530	260 720	245 928
Autres produits (charges)				
Gain (perte) de change (note 2)	24 402	22 612	23 944	(5 188)
Autres produits (charges) (note 13)	12 013	(5 289)	10 538	(3 748)
	36 415	17 323	34 482	(8 936)
Intérêts débiteurs				
Intérêts sur la dette à long terme	32 523	39 425	65 866	77 842
Autres intérêts	(88)	2 508	314	6 253
	32 435	41 933	66 180	84 095
Bénéfice avant les éléments présentés ci-dessous	144 675	117 920	229 022	152 897
Impôts sur les bénéfices (note 14)	46 733	50 063	71 947	87 443
Bénéfice avant la part des actionnaires sans contrôle	97 942	67 857	157 075	65 454
Part des actionnaires sans contrôle (du bénéfice) de la perte	(13 440)	(6 482)	(19 120)	10 278
Bénéfice net	84 502 \$	61 375 \$	137 955 \$	75 732 \$
Bénéfice net	84 502 \$	61 375 \$	137 955 \$	75 732 \$
Rajouter l'amortissement de l'écart d'acquisition	—	6 014	—	12 168
Bénéfice net avant l'amortissement de l'écart d'acquisition	84 502 \$	67 389 \$	137 955 \$	87 900 \$
Résultat par action ordinaire (note 15)				
De base	0,59 \$	0,44 \$	0,96 \$	0,55 \$
Rajouter l'amortissement de l'écart d'acquisition	—	0,05	—	0,09
De base rajusté	0,59 \$	0,49 \$	0,96 \$	0,64 \$
Dilué	0,59 \$	0,44 \$	0,96 \$	0,55 \$
Rajouter l'amortissement de l'écart d'acquisition	—	0,05	—	0,09
Dilué rajusté	0,59 \$	0,49 \$	0,96 \$	0,64 \$

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

17

États consolidés des bénéfices non répartis

(non vérifiés)

(en milliers de dollars)	Semestres terminés les 30 juin	
	2002	2001
		<i>(comme retraité, note 2)</i>
Solde au début de la période comme déclaré auparavant	343 807 \$	351 482 \$
Modification de convention comptable pour la conversion de devises étrangères (note 2)	(16 828)	—
	326 979	351 482
Modification de convention comptable pour les rémunérations à base d'actions (note 2)	(369)	—
Provision pour dépréciation de l'écart d'acquisition (note 2)	(8 622)	—
Solde au début de l'exercice, comme retraité	317 988	351 482
Bénéfice net	137 955	75 732
Dividendes sur actions privilégiées	(4 769)	(1 851)
Dividendes sur actions ordinaires	(61 319)	(60 455)
Solde à la fin de la période	389 855 \$	364 908 \$

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

États consolidés des flux de trésorerie

(non vérifiés)

(en milliers de dollars)	Trimestres terminés les 30 juin		Semestres terminés les 30 juin	
	2002	2001	2002	2001
		<i>(comme retraité, note 2)</i>		<i>(comme retraité, note 2)</i>
Espèces et quasi-espèces provenant des (affectées aux) activités d'exploitation				
Bénéfice net	84 502 \$	61 375 \$	137 955 \$	75 732 \$
Ajouter (déduire) les éléments sans effet sur la trésorerie				
Amortissement	106 322	108 659	214 119	217 064
Perte (gain) de change	(24 402)	(22 612)	(23 944)	5 188
Impôts sur les bénéfices futurs	12 945	4 425	(6 055)	9 933
Autres éléments hors caisse	(12 097)	(8 996)	(9 690)	(13 080)
Quote-part du bénéfice tiré des placements comptabilisés à la valeur de consolidation	1 560	2 169	1 946	2 912
Part des actionnaires sans contrôle du bénéfice (de la perte)	13 440	6 482	19 120	(10 278)
	182 270	151 502	333 451	287 471
Variation des soldes hors caisse du fonds de roulement liée à l'exploitation	(51 560)	(40 204)	(48 015)	(151 032)
	130 710	111 298	285 436	136 439
Espèces et quasi-espèces provenant des (affectées aux) activités de financement				
Rachat de débiteurs	(5 000)	—	(15 000)	—
Produit (remboursement) net des effets à payer et des avances bancaires	23 711	(230 042)	(6 050)	(140 811)
Produit de la dette à long terme	—	154 000	100 000	380 670
Remboursement de la dette à long terme	(191 254)	(90 179)	(192 060)	(294 762)
Augmentation (diminution) de la part des actionnaires sans contrôle	109 418	(1 797)	109 418	1 995
Produit de l'émission d'actions privilégiées (note 11)	—	172 456	—	172 456
Produit de l'émission d'actions ordinaires (note 11)	9 164	14 650	18 499	21 100
Dividendes sur actions privilégiées	(2 385)	(1 851)	(4 769)	(1 851)
Dividendes sur actions ordinaires	(11 744)	(11 818)	(24 241)	(39 471)
	(68 090)	5 419	(14 203)	99 326
Espèces et quasi-espèces provenant des (affectées aux) activités d'investissement				
Dépenses en immobilisations	(115 087)	(98 803)	(221 739)	(249 844)
Produit de la vente de placements	7 704	19 658	8 676	21 591
Placements	(274)	333	(525)	5 339
Augmentation (diminution) des autres charges reportées	(2 039)	(16 617)	8 585	(32 209)
Achat d'actifs nets de filiales et écart d'acquisition	—	(1 327)	—	(2 539)
	(109 696)	(96 756)	(205 003)	(257 662)
Variation des espèces et placements à court terme	(47 076)	19 961	66 230	(21 897)
Espèces et placements à court terme au début de la période	244 864	38 634	131 558	80 492
Espèces et placements à court terme à la fin de la période	197 788 \$	58 595 \$	197 788 \$	58 595 \$
Informations supplémentaires				
Intérêts versés	42 259 \$	44 271 \$	64 033 \$	80 768 \$
Impôts sur les bénéfices payés	40 471 \$	36 515 \$	89 056 \$	84 136 \$

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

Notes afférentes

aux états financiers consolidés
30 juin 2002 (non vérifiés)

NOTE 1

États financiers intermédiaires

Les conventions et méthodes comptables appliquées aux fins de la présentation des états financiers intermédiaires sont conformes à celles en vigueur pour la présentation des plus récents états financiers annuels pour l'exercice terminé le 31 décembre 2001, à l'exception des modifications

aux conventions comptables expliquées ci-après. Ces états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés doivent être lus avec les états financiers vérifiés de la société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2001.

NOTE 2

Sommaire des principales conventions comptables États financiers consolidés

Les états financiers consolidés comprennent les comptes d'Aliant Inc. (la «société») et ceux de toutes les entités qu'elle contrôle.

Au 30 juin 2002, les principales filiales de la société incluaient : Télécommunications Aliant Inc., Technologies de l'information Aliant Inc., Xwave Solutions Inc., Horizons Aliant Inc., Stratos Global Corporation, AMI Offshore Inc., Innovatia Inc., Prexar LLC, 515713 N.B. Inc. et Services d'énergie Aliant Inc.

La société comptabilise sa participation dans les coentreprises en utilisant la méthode de la consolidation proportionnelle.

Utilisation d'estimations comptables

La préparation des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus nécessite que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses ayant une incidence sur les montants d'actifs et de passifs constatés à la date des états financiers ainsi que sur les montants des produits et des charges constatés au cours des périodes visées. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Réglementation

Télécommunications Aliant Inc., principale filiale de télécommunications de la société, est soumise à la réglementation du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes («CRTC»). Le 30 mai 2002, le CRTC a publié la décision 2002-34 qui énonce les nouvelles règles prescrites en vigueur pour une période de quatre ans pour établir la tarification de certains services téléphoniques locaux. Télécommunications Aliant Inc. déposera sa tarification auprès de l'organisme de réglementation en août 2002. Les tarifs approuvés seront rétroactifs au 1^{er} juin 2002.

Encaisse et placements à court terme

L'encaisse et les placements à court terme comprennent l'encaisse et les soldes bancaires et les placements dans des instruments du marché monétaire, dont l'échéance initiale est de moins de 90 jours, qui sont facilement convertibles en des montants connus et qui sont sujets à un risque de changement de valeur négligeable. La société utilise la méthode indirecte pour préparer ses états des flux de trésorerie.

Cession de créances

La société a signé une convention de vente et d'achat en vertu de laquelle elle vend sa participation dans un groupe de créances admissibles actuelles et futures à une fiducie de titrisation qui émet des titres aux investisseurs. Ces opérations sont comptabilisées comme des ventes lorsque la société est réputée avoir abandonné le contrôle sur les créances cédées et qu'elle perçoit un produit de la fiducie autre qu'un droit de bénéficiaire pour les actifs vendus. Les pertes ou les gains sur ces opérations sont comptabilisés à titre d'autres charges ou produits et dépendent en partie de la valeur comptable précédente des créances cédées, qui est répartie entre les créances vendues et les droits conservés en fonction de leur valeur relative à la date de l'opération. La société détermine la juste valeur en fonction de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs prévus selon les meilleures estimations de la direction pour les hypothèses clés, comme les taux d'actualisation, la durée de vie moyenne pondérée des créances et les coefficients de pertes sur créances.

Les créances cédées sont assorties de services de gestion complets. Par conséquent, la société constate un passif de gestion à la date de l'opération et amortit ce dernier par imputation aux résultats sur la durée de vie prévue des créances cédées.

Stock

Les stocks sont évalués au coût ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux montants.

NOTE 2

Sommaire des principales conventions comptables (suite)

Impôts sur les bénéfices

Les impôts sur les bénéfices de la société sont comptabilisés selon la méthode du passif fiscal. Selon cette méthode, les actifs et les passifs d'impôts futurs sont déterminés d'après les écarts entre les valeurs comptables et les valeurs fiscales des actifs et des passifs et sont mesurés selon les taux d'imposition pratiquement en vigueur et les lois qui devraient être en vigueur pour les périodes pendant lesquelles les actifs ou les passifs d'impôts futurs devraient être réalisés ou réglés. L'effet d'un changement dans les taux d'imposition sur les actifs et les passifs d'impôts futurs est constaté dans les résultats de la période où le changement se produit.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire (figurant dans le tableau ci-dessous) sur leur durée de vie utile.

Immobilisations	Méthode	Taux
Bâtiments	Linéaire	32 à 42 ans
Installations	Linéaire	14 ans
Matériel et outillage	Linéaire	3 à 5 ans

Les gains et pertes à la cession des immobilisations sont inclus dans les résultats de l'exercice où ils se produisent.

Placements à long terme

La société comptabilise à la valeur de consolidation ses placements dans les sociétés affiliées sur lesquelles elle exerce une influence notable. Selon cette méthode, le placement est initialement comptabilisé au coût et ensuite rajusté pour refléter la quote-part de la société des bénéfices ou des pertes des sociétés émettrices et réduit du montant des dividendes reçus.

Les placements de portefeuille sont comptabilisés à la valeur d'acquisition. Les baisses des cours du marché en deçà du coût sont comptabilisées lorsqu'elles sont considérées comme n'étant pas temporaires.

Charges reportées

Les charges reportées comprennent les frais d'émission des titres d'emprunt qui sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée de la dette connexe. Les charges reportées englobent également les commissions versées aux détaillants de téléphones cellulaires et les subventions d'équipement, qui sont amorties sur la durée des contrats des clients, ainsi que les commissions pour les services Internet, qui sont amorties sur une durée définie de la relation avec le client.

Écart d'acquisition

L'écart d'acquisition correspond à l'excédent, aux dates d'acquisition, du coût sur la juste valeur des montants nets attribués à chaque actif acquis et à chaque passif pris en charge. La société réévalue annuellement l'écart d'acquisition de toutes ses unités d'exploitation afin de s'assurer que leur juste valeur demeure supérieure ou égale à leur valeur comptable. Toute dépréciation de l'écart

d'acquisition est imputée aux résultats au cours de la période où elle est constatée.

Avantages postérieurs à l'emploi

La société offre des régimes de retraite fin de carrière contributifs à cotisations déterminées et non contributifs à prestations déterminées à des employés de certaines de ses filiales.

La société offre également d'autres avantages postérieurs à l'emploi aux employés de certaines filiales, dont des régimes d'assurance-vie et de soins de santé. Les obligations en vertu des régimes d'avantages sociaux sont accumulées à mesure que les employés rendent les services nécessaires pour obtenir les prestations de retraite et les autres avantages sociaux futurs.

La société constate ses obligations en vertu des régimes d'avantages sociaux et les coûts connexes déduction faite des actifs des régimes. La société a adopté les conventions suivantes pour ses régimes de retraite à prestations déterminées et autres avantages postérieurs à l'emploi :

- Le coût des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi gagnés par les employés est établi par calculs actuariels selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services, à partir des hypothèses les plus probables de la direction concernant le rendement prévu des placements des régimes, la progression des salaires, l'âge de départ à la retraite des employés et les coûts prévus des soins de santé.
- Pour les besoins du calcul du taux de rendement prévu des actifs des régimes, ces actifs sont évalués à une valeur axée sur la valeur marchande.
- Le coût des services passés découlant des modifications aux régimes est amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée résiduelle moyenne d'activité des employés actifs à la date des modifications.
- L'excédent du gain actuariel net (de la perte actuarielle nette) sur 10 % de l'obligation au titre des prestations, ou sur 10 % de la juste valeur des actifs des régimes si ce dernier montant est plus élevé, est amorti sur la durée résiduelle moyenne d'activité des employés actifs.
- Lorsque la restructuration d'un régime d'avantages sociaux entraîne à la fois une compression et un règlement des obligations découlant de ce régime, la compression est comptabilisée avant le règlement.

Résultat par action

Le résultat par action est déterminé selon le nombre moyen pondéré d'actions en circulation pour la période. Le résultat dilué par action est calculé selon la méthode du rachat d'actions et en fonction du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires et d'équivalents dilutifs en actions ordinaires.

Plan de rémunération à base d'actions

La société a un plan de rémunération à base d'actions pour les dirigeants et certains cadres supérieurs, qui est décrit à la note 16. Aucune charge de rémunération n'est comptabilisée lorsque les options d'achat d'actions sont

NOTE 2

Sommaire des principales conventions comptables (suite)

émises. La contrepartie versée à l'exercice des options d'achat d'actions est créditée au capital social. Une charge de rémunération est comptabilisée pour les contributions de la société au régime d'achat d'actions des employés.

Une filiale de la société dispose de son propre plan de rémunération à base d'actions pour ses actions. Les participants à ce plan peuvent choisir d'encaisser les options plutôt que d'exercer celles-ci. La méthode de comptabilité variable est utilisée pour comptabiliser la charge de rémunération sur ces options. En vertu de cette méthode, ces attributions donnent lieu à la comptabilisation par la filiale d'un passif. Les fluctuations du montant de ce passif attribuables aux variations du cours de l'action sont comptabilisées comme une charge de rémunération.

Conversion des devises

Les actifs et les passifs des établissements étrangers intégrés de la société (y compris ceux de Stato Global Corporation) sont convertis selon la méthode temporelle. D'après cette méthode, les éléments monétaires sont convertis au taux de change en vigueur à la date du bilan, soit 1,00 \$ US pour 1,52 \$ CA au 30 juin 2002 (1,00 \$ US pour 1,59 \$ CA au 31 décembre 2001), et les éléments non monétaires sont convertis aux taux historiques. Les produits et les charges

sont convertis au taux de change moyen. Les gains et pertes de change découlant de la conversion d'éléments monétaires en devises sont compris dans les résultats.

Modifications de conventions comptables

En date du 1^{er} janvier 2002, la société a adopté les nouvelles recommandations de l'Institut Canadien des Comptables Agréés («ICCA») à l'égard de la conversion des devises étrangères, des rémunérations et autres paiements à base d'actions, et des écarts d'acquisition et des autres actifs incorporels.

(a) Conversion des devises étrangères

Tout gain ou perte de change découlant de la conversion d'éléments monétaires libellés en devises étrangères est maintenant inclus dans les résultats. Auparavant, les gains ou les pertes de change non réalisés sur les soldes de la dette à long terme étaient reportés et amortis sur la durée restante de la dette connexe.

En vertu des nouvelles normes, cette modification a été adoptée rétroactivement, avec retraitement des soldes des périodes précédentes. Le tableau suivant illustre l'incidence de ces modifications.

<i>(en milliers de dollars)</i>	Semestre terminé le 30 juin 2002	Semestre terminé le 30 juin 2001	Exercice terminé le 31 décembre 2001
États consolidés des résultats			
Augmentation (diminution) des éléments suivants :			
Perte (gain) de change	(23 944) \$	5 188 \$	30 938 \$
Amortissement	—	(1 750)	(4 416)
Impôts sur les bénéfices futurs	—	403	1 016
Part des actionnaires sans contrôle	11 196	(1 494)	(10 710)
Bénéfice net	12 748 \$	(2 347) \$	(16 828) \$
Bilans consolidés			
Augmentation (diminution) des éléments suivants :			
Charges reportées	— \$	(3 438) \$	(26 522) \$
Passifs d'impôts futurs	— \$	403 \$	1 016 \$
Part des actionnaires sans contrôle	11 196 \$	(1 494) \$	(10 710) \$
Bénéfices non répartis	12 748 \$	(2 347) \$	(16 828) \$

Le résultat de base et dilué par action pour les semestre et trimestre terminés le 30 juin 2002 a respectivement diminué de 0,02 \$ et augmenté de 0,10 \$ (0,12 \$ au 31 décembre 2001) par rapport aux montants qui ont été déclarés auparavant.

b) Rémunérations à base d'actions et autres paiements à base d'actions

Conformément aux conventions comptables de l'ICCA, la société n'inscrit pas de charge de rémunération à l'émission d'options d'achat d'actions en vertu de son propre régime d'options d'achat d'actions. Toutefois, comme les nouvelles normes l'exigent, la société présente de l'information pro forma relativement au bénéfice net et au résultat par action

en utilisant la méthode de la juste valeur marchande pour les rémunérations à base d'actions. L'information pro forma est présentée à la note 15.

En vertu du régime d'options d'achat d'actions des employés d'une filiale de la société, les exigences des nouvelles normes ont été adoptées rétroactivement. En vertu de cette modification, le solde d'ouverture des bénéfices non répartis a été réduit de 0,4 million de dollars et les créditeurs et charges à payer ont été augmentés de 0,4 million de dollars. Au cours de la période terminée le 30 juin 2002, une charge de rémunération additionnelle de 0,1 million de dollars a été comptabilisée.

NOTE 2

Sommaire des principales conventions comptables (suite)

(c) Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels

Auparavant, l'écart d'acquisition constaté était amorti selon la méthode linéaire sur une durée de vie estimative de 10 à 20 ans. De plus, la société devait évaluer périodiquement la valeur comptable de l'écart d'acquisition, au cas où une perte de valeur durable surviendrait, à l'aide d'examens et d'analyses périodiques de la juste valeur marchande et des résultats prévus. Une perte de valeur durable de l'écart d'acquisition était imputée aux résultats au cours de l'exercice où elle était constatée.

En vertu des nouvelles normes comptables, les écarts d'acquisition et les autres actifs incorporels ayant une durée de vie indéfinie ne sont plus amortis. Depuis le 1^{er} janvier 2002, les entités ont aussi l'obligation d'effectuer un test de dépréciation pour déterminer si elles devraient constater une perte de valeur comptable pour tout solde d'écart d'acquisition existant. Une provision pour dépréciation de 8,6 millions de dollars a été constatée pendant la période à la suite d'un test de dépréciation et a été imputée au solde d'ouverture des bénéfices non répartis. Le test de dépréciation doit être effectué au moins une fois par année et toute provision subséquente doit être imputée aux résultats à la date où elle est constatée.

NOTE 3

Cession de créances

En vertu d'une convention datée du 13 décembre 2001, la société vend certaines créances à une fiducie de titrisation. Le montant en excédent des créances cédées sur le produit au comptant représente les droits conservés de la société et le montant de surdimensionnement des créances cédées et est inclus dans l'actif à long terme. La société demeure exposée à certains risques de défaut sur le montant des créances en titrisation. Elle a procuré certaines améliorations du crédit sous la forme d'un surdimensionnement et d'une subordination de ses droits conservés. L'acheteur et ses investisseurs n'ont aucun recours sur les autres actifs de la société si le débiteur fait défaut de payer les montants lorsqu'ils deviennent exigibles.

En vertu de la convention, les créances vendues sont assorties de services de gestion complets de sorte que la société continue de gérer leur recouvrement. L'acheteur réinvestira les fonds tirés du recouvrement dans l'achat de droits additionnels liés aux créances de la société jusqu'à l'expiration de la convention le 13 décembre 2006.

Au 30 juin 2002, la société avait vendu des créances pour un montant de 135 millions de dollars (150 millions de dollars au 31 décembre 2001) et cédé des créances pour un montant de 165,9 millions de dollars (176,8 millions de dollars au 31 décembre 2001).

NOTE 4

Immobilisations

(en milliers de dollars)

	Au 30 juin 2002		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Terrains	16 543 \$	— \$	16 543 \$
Bâtiments	332 311	160 606	171 705
Installations	4 138 847	2 513 923	1 624 924
Matériel et outillage	870 694	422 360	448 334
Installations en construction	77 397	—	77 397
Pièces et fournitures	13 383	—	13 383
Total des immobilisations	5 449 175 \$	3 096 889 \$	2 352 286 \$

(en milliers de dollars)

	Au 31 décembre 2001		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Terrains	16 888 \$	— \$	16 888 \$
Bâtiments	333 361	157 680	175 681
Installations	4 054 070	2 419 011	1 635 059
Matériel et outillage	851 437	380 848	470 589
Installations en construction	39 771	—	39 771
Pièces et fournitures	8 611	—	8 611
Total des immobilisations	5 304 138 \$	2 957 539 \$	2 346 599 \$

NOTE 5
Placements à long terme

<i>(en milliers de dollars)</i>	Au 30 juin 2002	Au 31 décembre 2001
Placements assujettis à une influence notable	10 442 \$	23 534 \$
Placements de portefeuille	36 553	41 967
	46 995 \$	65 501 \$

NOTE 6
Écart d'acquisition

<i>(en milliers de dollars)</i>	Au 30 juin 2002	Au 31 décembre 2001
Écart d'acquisition, au coût	455 568 \$	461 391 \$
Provision pour dépréciation de l'écart d'acquisition (note 2)	(8 622)	—
Amortissement cumulé	(43 105)	(43 105)
	403 841 \$	418 286 \$

NOTE 7
Effets à payer et avances bancaires

Au 30 juin 2002, la société avait 0 million de dollars (4,9 millions de dollars au 31 décembre 2001) à payer en vertu de son programme de papier commercial. La société a des lignes de crédit disponibles de 675 millions de dollars (725 millions de dollars au 31 décembre 2001). Ces lignes comprennent des lignes consenties de 350 millions de dollars (350 millions de dollars au

31 décembre 2001) aux fins de soutien du programme de papier commercial de la société, des lignes consenties de 175 millions de dollars (225 millions de dollars au 31 décembre 2001) aux fins de soutien de la garantie d'un prêt à Stratos et des lignes d'exploitation disponibles de 150 millions de dollars (150 millions de dollars au 31 décembre 2001).

NOTE 8
Imputation de restructuration

Au cours de 2001, la société a entrepris une importante restructuration qui s'est traduite par une imputation de 111,2 millions de dollars aux résultats. La restructuration entreprise en 2001 consiste en une accélération des plans à long terme visant à réaliser des économies de coûts et à améliorer les efficacités résultant du regroupement et de l'intégration des activités.

Les coûts de réduction de l'effectif et les frais liés à l'intégration opérationnelle continuent d'être imputés à la provision pour restructuration comptabilisée au 31 décembre 2001. Ces coûts englobent les indemnités de cessation

d'emploi, la charge et les prestations de retraite ainsi que les coûts de regroupement des systèmes et des services, de réduction des effectifs dans les unités d'exploitation, de résiliation de contrats et de rationalisation des postes de direction et d'administration.

Au 30 juin 2002, le solde de la provision pour restructuration compris dans les créditeurs et charges à payer totalisait 52,7 millions de dollars (69,0 millions de dollars au 31 décembre 2001). Le solde sera substantiellement réduit au cours de 2002 avec l'achèvement du regroupement et de l'intégration des activités.

NOTE 9

Dette à long terme

<i>(en milliers de dollars)</i>	Taux d'intérêt	Échéance	Au 30 juin 2002	Au 31 décembre 2001
Télécommunications				
Effets	5,36 % – 6,80 %	2006 – 2011	600 000 \$	500 000 \$
Obligations	8,76 % – 12,25 %	2006 – 2019	197 500	197 500
Déventures	6,40 % – 11,13 %	2002 – 2025	265 000	315 000
Divers			1 997	2 009
			1 064 497	1 014 509
Valeur actuelle des obligations découlant de contrats de location-acquisition			1 412	2 092
Total – Télécommunications			1 065 909	1 016 601
Technologie de l'information				
Hypothèques	Taux préférentiel plus 1,00 % – 1,50 %	2002	2 174	1 879
Valeur actuelle des obligations découlant de contrats de location-acquisition			65	330
Total – Technologie de l'information			2 239	2 209
Communications à distance				
Dette à terme	TIOL + 3,00 %	2005	303 240	318 560
Facilité de crédit aux fins d'acquisitions	TIOL + 3,00 %	2003	50 035	199 100
Divers			2 503	2 815
Total – Communications à distance			355 778	520 475
Activités en émergence				
Hypothèques	6,89 %	2004	1 463	1 501
Prêts bancaires	7,02 % – Taux préférentiel plus 5,00 %	2004	2 671	3 239
Divers	0 % – Taux préférentiel plus 4,00 %	2004 – 2007	1 075	1 101
Valeur actuelle des obligations découlant de contrats de location-acquisition			390	403
Total - Activités en émergence			5 599	6 244
Total de la dette à long terme			1 429 525	1 545 529
Moins la tranche échéant à moins d'un an			129 602	84 788
			1 299 923 \$	1 460 741 \$

Au cours de la période, la société a émis 100 millions de dollars de billets à moyen terme de 5 ans conformément à son prospectus préalable de base du 27 avril 2001.

Les billets qui portent intérêt à un taux nominal de 5,36 % payable semestriellement viendront à échéance le 15 janvier 2007.

NOTE 10

Part des actionnaires sans contrôle

La part des actionnaires sans contrôle comprend les actions ordinaires de filiales détenues par des tiers.

<i>(en milliers de dollars)</i>	Au 30 juin 2002	Au 31 décembre 2001
Stratos Global Corporation	147 666 \$	52 657 \$
TechKnowledge Inc.	769	835
Atlantic Mobility Products Ltd.	1 579	1 165
Prexar LLC	—	572
Sablecom	1 915	1 834
Transtech Engineering Inc.	40	49
AMI Offshore Inc.	4 674	3 917
	156 643 \$	61 029 \$

NOTE 11

Capital social

Autorisé

Un nombre illimité d'actions privilégiées, pouvant être émises en série

Un nombre illimité d'actions ordinaires

Émis

(en milliers de dollars)	Au 30 juin 2002		Au 31 décembre 2001	
	Nombre d'actions	Valeur	Nombre d'actions	Valeur
Actions privilégiées de série 2	7 000 000	172 264 \$	7 000 000	172 264 \$
Actions ordinaires sans valeur nominale	139 563 422	1 069 992	137 526 147	1 014 416
		1 242 256 \$		1 186 680 \$

La société a émis les actions ordinaires suivantes :

(en milliers de dollars)	Au 30 juin 2002		Au 31 décembre 2001	
	Nombre d'actions	Valeur	Nombre d'actions	Valeur
Régime d'options d'achat d'actions (note 16)	331 186	5 441 \$	336 488	5 072 \$
Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions des porteurs d'actions ordinaires	1 264 550	37 130	1 836 679	54 353
Régime d'épargne-actions des employés (note 16)	441 539	13 005	1 015 997	32 390
	2 037 275	55 576 \$	3 189 164	91 815 \$

En vertu des dispositions du régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions des porteurs d'actions ordinaires de la société ainsi que du régime d'épargne-actions des employés, les actionnaires peuvent acquérir des actions ordinaires supplémentaires plutôt que de recevoir des dividendes en espèces de la société.

Au cours de la période, la société a émis des actions dans le cadre du régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions des porteurs d'actions ordinaires et du régime d'épargne-actions des employés plutôt que de verser un dividende en espèces d'un montant de 37,1 millions de dollars (57,8 millions de dollars pour l'exercice terminé le 31 décembre 2001).

NOTE 12

Informations sectorielles

La société exerce ses activités dans les quatre secteurs isolables suivants :

Télécommunications – offre une vaste gamme de services de télécommunications au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse, à l'Île-du-Prince-Édouard, à Terre-Neuve et au Labrador. Ce secteur d'activité comprend Télécommunications Aliant Inc.

Technologies de l'information – offre des services d'intégration de systèmes, de conception d'applications, d'installation de réseaux locaux, de gestion de réseau étendu, de centres de données, de RVA et de planification des technologies de l'information. Ce secteur d'activité comprend Xwave Solutions Inc.

Communications à distance – offre une vaste gamme de services de communications par satellite à divers clients sur les marchés internationaux. Ce secteur d'activité comprend Stratos Global Corporation et ses filiales.

Activités en émergence – axé sur le développement et le perfectionnement de nouveaux produits et services technologiques comme : 1) l'intégration téléphonie-informatique, la télédistribution sur câbles en cuivre, le

commerce électronique à grande vitesse et les nouveaux médias, offerts par Innovatia Inc.; 2) l'approvisionnement et le service de l'industrie pétrolière et gazière de la côte, fournis par AMI Offshore Inc.

Ces secteurs isolables sont gérés à titre d'unités d'exploitation distinctes. Ces dernières exercent leurs activités dans divers secteurs et nécessitent des stratégies de marché et des technologies différentes.

Les conventions comptables suivies par ces secteurs sont les mêmes que celles décrites à la note 2. La société évalue le rendement en fonction d'un certain nombre d'indicateurs financiers et non financiers dont le bénéfice net, le rendement des capitaux propres et la croissance des produits d'exploitation.

La société comptabilise les ventes et les transferts intersectoriels comme s'ils se rapportaient à des tiers, c'est-à-dire aux prix courants du marché.

NOTE 12
Informations sectorielles *(suite)*

Pour la période terminée le 30 juin 2002 (en milliers de dollars)

	Trimestre						Données consolidées
	Télécommunications	Technologies de l'information	Communications à distance	Activités en émergence	Autres	Éliminations	
Produits – clients externes	448 969 \$	66 872 \$	128 749 \$	22 703 \$	2 816 \$	— \$	670 109 \$
Produits intersectoriels	4 639	36 783	—	908	—	(42 330)	—
Produits d'exploitation	453 608	103 655	128 749	23 611	2 816	(42 330)	670 109
Charges d'exploitation	233 319	94 820	105 605	23 680	6 531	(40 913)	423 042
Amortissement	90 135	2 945	10 176	2 893	223	—	106 372
Gain (perte) de change	—	—	24 402	—	—	—	24 402
Autres produits (charges)	530	43	193	(23 396)	37 563	(2 920)	12 013
Intérêts débiteurs	22 033	384	11 165	372	1 401	(2 920)	32 435
Impôts sur les bénéfiques	43 673	2 519	1 017	(4 793)	4 956	(639)	46 733
Part des actionnaires sans contrôle	(223)	(6)	(12 895)	(316)	—	—	(13 440)
Bénéfice net (perte nette)	64 755 \$	3 024 \$	12 486 \$	(22 253) \$	27 268 \$	(778) \$	84 502 \$
Total de l'actif	2 689 472 \$	246 379 \$	792 991 \$	129 891 \$	1 915 586 \$	(2 038 726) \$	3 735 593 \$
Dépenses en capital	103 316 \$	3 367 \$	8 004 \$	159 \$	241 \$	— \$	115 087 \$

Pour la période terminée le 30 juin 2001 (en milliers de dollars)

	Trimestre (comme retraité – voir la note 2)						Données consolidées
	Télécommunications	Technologies de l'information	Communications à distance	Activités en émergence	Autres	Éliminations	
Produits – clients externes	469 427 \$	53 438 \$	108 918 \$	26 571 \$	493 \$	— \$	658 847 \$
Produits intersectoriels	4 563	37 754	—	9 215	—	(51 532)	—
Produits d'exploitation	473 990	91 192	108 918	35 786	493	(51 532)	658 847
Charges d'exploitation	248 268	82 166	81 431	39 514	6 444	(49 503)	408 320
Amortissement	87 830	3 613	12 890	1 676	81	1 907	107 997
Gain (perte) de change	—	—	22 612	—	—	—	22 612
Autres produits (charges)	176	106	(3 331)	(2 172)	2 822	(2 890)	(5 289)
Intérêts débiteurs	26 127	631	14 787	580	2 698	(2 890)	41 933
Impôts sur les bénéfiques	51 318	2 595	1 987	(2 511)	(2 411)	(915)	50 063
Part des actionnaires sans contrôle	(2)	75	(6 652)	97	—	—	(6 482)
Bénéfice net (perte nette)	60 621 \$	2 368 \$	10 452 \$	(5 548) \$	(3 497) \$	(3 021) \$	61 375 \$
Total de l'actif	2 730 689 \$	270 383 \$	791 242 \$	161 325 \$	1 615 973 \$	(1 786 697) \$	3 782 915 \$
Dépenses en capital	76 110 \$	1 188 \$	7 845 \$	13 471 \$	189 \$	— \$	98 803 \$

NOTE 12
Informations sectorielles *(suite)*

Pour la période terminée le 30 juin 2002 (en milliers de dollars)

	Semestre						Données consolidées
	Télécommunications	Technologies de l'information	Communications à distance	Activités en émergence	Autres	Éliminations	
Produits – clients externes	858 225 \$	150 374 \$	255 289 \$	48 600 \$	3 268 \$	— \$	1 315 756 \$
Produits intersectoriels	9 667	74 807	—	2 043	—	(86 517)	—
Produits d'exploitation	867 892	225 181	255 289	250 643	3 268	(86 517)	1 315 756
Charges d'exploitation	450 673	207 766	200 732	51 316	13 576	(83 250)	840 813
Amortissement	181 462	5 800	19 933	6 487	541	—	214 223
Gain (perte) de change	—	—	23 944	—	—	—	23 944
Autres produits (charges)	(313)	72	—	(23 401)	39 728	(5 548)	10 538
Intérêts débiteurs	43 721	757	23 604	674	2 972	(5 548)	66 180
Impôts sur les bénéfiques	75 418	5 003	(3 462)	(6 557)	3 019	(1 474)	71 947
Part des actionnaires sans contrôle	(416)	27	(17 968)	(763)	—	—	(19 120)
Bénéfice net (perte nette)	115 889 \$	5 954 \$	20 458 \$	(25 441) \$	22 888 \$	(1 793) \$	137 955 \$
Total de l'actif	2 689 472 \$	246 379 \$	792 991 \$	129 891 \$	1 915 586 \$	(2 038 726) \$	3 735 593 \$
Dépenses en capital	190 146 \$	4 313 \$	22 197 \$	4 742 \$	341 \$	— \$	221 739 \$

Pour la période terminée le 30 juin 2001 (en milliers de dollars)

	Semestre (comme retraité – voir la note 2)						Données consolidées
	Télécommunications	Technologies de l'information	Communications à distance	Activités en émergence	Autres	Éliminations	
Produits – clients externes	903 652 \$	128 162 \$	209 559 \$	55 247 \$	586 \$	— \$	1 297 206 \$
Produits intersectoriels	8 630	72 744	—	18 745	—	(100 119)	—
Produits d'exploitation	912 282	200 906	209 559	73 992	586	(100 119)	1 297 206
Charges d'exploitation	498 260	181 260	164 191	75 191	12 400	(96 207)	835 095
Amortissement	175 725	7 133	26 211	3 144	155	3 815	216 183
Gain (perte) de change	—	—	(5 188)	—	—	—	(5 188)
Autres produits (charges)	1 268	133	(6 814)	1 957	5 789	(6 081)	(3 748)
Intérêts débiteurs	50 400	1 096	30 213	998	7 469	(6 081)	84 095
Impôts sur les bénéfiques	86 634	5 949	3 928	(1 252)	(6 051)	(1 765)	87 443
Part des actionnaires sans contrôle	(291)	91	10 702	(224)	—	—	10 278
Bénéfice net (perte nette)	102 240 \$	5 692 \$	(16 284) \$	(2 356) \$	(7 598) \$	(5 962) \$	75 732 \$
Total de l'actif	2 730 689 \$	270 383 \$	791 242 \$	161 325 \$	1 615 973 \$	(1 786 697) \$	3 782 915 \$
Dépenses en capital	216 074 \$	5 170 \$	8 496 \$	19 878 \$	226 \$	— \$	249 844 \$

NOTE 12

Informations sectorielles *(suite)*

Produits d'exploitation par produit et service

	Trimestres		Semestres	
	2002	2001	2002	2001
<i>Pour les périodes terminées les 30 juin (en milliers de dollars)</i>				
Télécommunications				
Services locaux	193 514 \$	218 358 \$	383 473 \$	430 122 \$
Services interurbains	97 768	98 697	195 003	200 206
Services sans fil	67 404	60 585	128 628	115 497
Autres télécommunications	90 283	91 787	151 121	157 827
	448 969	469 427	858 225	903 652
Technologies de l'information				
Produits	35 276	21 661	90 180	59 539
Services	31 596	31 777	60 194	68 623
	66 872	53 438	150 374	128 162
Communications à distance				
Communications mobiles par satellite	93 590	71 863	184 196	139 606
Services à large bande	35 159	37 055	71 093	69 953
	128 749	108 918	255 289	209 559
Activités en émergence	22 703	26 571	48 600	55 247
Autres services	2 816	493	3 268	586
	670 109 \$	658 847 \$	1 315 756 \$	1 297 206 \$

NOTE 13

Autres produits (charges)

La société a inscrit un gain à la réduction de 32,5 millions de dollars de sa participation dans l'une de ses filiales (25,9 millions de dollars, déduction faite des impôts sur les bénéfices). En outre, certains placements de portefeuille, les placements assujettis à une influence notable et les actifs

d'une filiale ont subi une diminution de respectivement 5,6 millions de dollars, 10,6 millions de dollars et 5,2 millions de dollars (18,1 millions de dollars, déduction faite des impôts sur les bénéfices) pour atteindre leur valeur marchande estimative.

NOTE 14

Impôts sur les bénéfices

La société a constaté une économie d'impôts de 0,8 millions de dollars relativement à une tranche des reports prospectifs de pertes fiscales de l'une de ses filiales.

La société a élaboré et, le cas échéant, mettra en œuvre avant l'échéance de ces pertes une stratégie fiscale qui permettrait de réaliser les économies d'impôts constatées.

NOTE 15
Résultat par action ordinaire

Pour les périodes terminées les 30 juin
(en milliers de dollars, sauf les montants par action)

	Trimestres		Semestres	
	2002	2001	2002	2001
Bénéfice net attribuable aux actions ordinaires :				
Bénéfice net	84 502 \$	61 375 \$	137 955 \$	75 732 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(2 385)	(1 851)	(4 769)	(1 851)
	82 117 \$	59 524 \$	133 186 \$	73 881 \$
De base :				
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation	138 891	135 111	138 355	134 859
Montant par action	0,59 \$	0,44 \$	0,96 \$	0,55 \$
Dilué :				
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation	138 891	135 111	138 355	134 859
Incidence des options d'achat d'actions en circulation	69	633	79	633
	138 960	135 744	138 434	135 492
Montant par action	0,59 \$	0,44 \$	0,96 \$	0,55 \$

Le tableau suivant présente l'information pro forma sur le bénéfice net, le résultat par action et le résultat dilué par action calculés selon la méthode de la juste valeur marchande pour les rémunérations à base d'actions.

Les rajustements pro forma s'appliquent aux nouvelles attributions depuis l'adoption, le 1^{er} janvier 2002, des nouvelles normes à l'égard des rémunérations à base d'actions qui sont décrites à la note 2.

Pour les périodes terminées les 30 juin 2002 (en milliers de dollars, sauf les montants par action)

	Trimestre	Semestre
Bénéfice net pro forma attribuable aux actions ordinaires :		
Bénéfice net	84 502 \$	137 955 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(2 385)	(4 769)
Rajustements pro forma	(1 030)	(1 328)
Bénéfice net pro forma attribuable aux actions ordinaires	81 087 \$	131 858 \$
De base :		
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation	138 891	138 355
Résultat par action pro forma	0,58 \$	0,95 \$
Dilué :		
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation	138 891	138 355
Incidence des options d'achat d'actions en circulation	69	79
	138 960	138 434
Résultat par action pro forma	0,58 \$	0,95 \$

La juste valeur de chaque option attribuée est estimée à la date d'attribution à l'aide du modèle de Black-Scholes, selon les hypothèses moyennes pondérées suivantes utilisées pour les attributions :

Au 30 juin 2002

Rendement des actions	3,10 %
Volatilité prévue	25,3 %
Taux d'intérêt sans risque	5,08 %
Durée contractuelle prévue	7,8 ans

NOTE 16

Plans de rémunération à base d'actions

Au 30 juin 2002, la société offrait les plans de rémunération à base d'actions suivants :

Régime d'options d'achat d'actions

En vertu du régime d'options d'achat d'actions, la société peut attribuer aux participants au régime jusqu'à 7 361 746 actions ordinaires, dont 2 808 813 options pour le même nombre d'actions ordinaires étaient en cours à la fin de la période. Le prix d'exercice de chaque option est égal au cours du marché des actions de la

société à la date d'attribution et l'échéance maximale d'une option est de dix ans. Les options deviennent pleinement acquises trois ans après la date d'attribution en vertu du régime.

Voici un état sommaire du régime d'options d'achat d'actions de la société au 30 juin 2002 et au 31 décembre 2001 ainsi que des changements survenus pendant les périodes terminées à ces dates :

	Au 30 juin 2002		Au 31 décembre 2001	
	Nombre d'actions	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'actions	Prix d'exercice moyen pondéré
Options en cours au début de la période	2 558 275	26,67 \$	2 478 674	23,26 \$
Attribuées	613 049	29,08	416 089	35,34
Frappées d'extinction	31 325	21,81	—	—
Exercées	331 186	16,43	336 488	15,07
Options en cours à la fin de la période	2 808 813	28,54 \$	2 558 275	26,67 \$
Options pouvant être exercées à la fin de la période	1 802 555	29,36 \$	1 614 550	21,53 \$

Le tableau suivant résume l'information sur les options d'achat d'actions en cours au 30 juin 2002 :

Fourchette des prix d'exercice	Options en cours		Options pouvant être exercées		
	Nombre en cours au 30 juin 2002	Durée contractuelle restante moyenne pondérée en années	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre pouvant être exercé au 30 juin 2002	Prix d'exercice moyen pondéré
10,625 \$ à 15,718 \$	257 864	4,1	13,909 \$	257 864	13,909 \$
17,557 \$ à 20,079 \$	218 863	5,6	19,901 \$	218 863	19,901 \$
21,768 \$ à 25,552 \$	402 328	6,6	22,785 \$	370 338	22,756 \$
28,500 \$ à 34,900 \$	1 432 832	8,5	31,715 \$	706 348	33,331 \$
35,250 \$ à 38,100 \$	496 926	8,6	35,422 \$	249 142	35,417 \$
	2 808 813			1 802 555	

La société s'attend à ce qu'environ 95 % des attributions non acquises au 30 juin 2002 soient ultérieurement acquises.

Régime d'épargne-actions des employés

En vertu du régime d'épargne-actions des employés, la société est autorisée à émettre jusqu'à 3 500 000 actions ordinaires à ses employés à plein temps, auxquelles la majorité d'entre eux est admissible.

En vertu des modalités de ce régime, les employés peuvent choisir chaque année d'avoir une partie de leurs gains de base annuels retenus pour l'achat d'actions ordinaires de la société. La société participe au régime au nom des participants admissibles, selon une formule prescrite. Le prix d'achat de l'action est la moyenne arithmétique du cours de clôture des actions négociées à la Bourse de Toronto au cours des cinq jours précédents jusqu'à la date de versement des dividendes inclusivement. Plus de 80 % des employés admissibles participent au régime. En vertu du régime, la société a vendu 441 539 actions aux employés du 1^{er} janvier au 30 juin 2002.

Régime d'options d'achat d'actions des employés d'une filiale

Une filiale de la société a un régime d'options d'achat d'actions pour ses propres actions. En vertu de ce régime, la filiale est autorisée à attribuer des options d'achat d'actions aux participants au gré du conseil d'administration. Le prix d'exercice de chaque option équivaut à la juste valeur marchande des actions de la société à la date d'attribution, et la durée maximale est de dix ans. Les options sont entièrement acquises à la date où elles sont attribuées en vertu du régime. Un participant peut choisir d'encaisser les options plutôt que d'exercer celles-ci.

Au 30 juin 2002, 565 414 options en cours pouvaient être exercées (252 015 options au 31 décembre 2001). La durée contractuelle restante moyenne pondérée de ces options est de 8,6 ans (6,6 ans au 31 décembre 2001) à un prix d'exercice moyen pondéré de 8,57 \$ (3,79 \$ au 31 décembre 2001).

NOTE 17

Éventualités

Une action en arbitrage internationale d'environ 8,0 millions de dollars US alléguant une rupture de contrat a été intentée contre certaines filiales de la société en 1999. En décembre 2000, un arbitre a rejeté les arguments du demandeur, mais a adopté une nouvelle théorie selon laquelle les filiales avaient violé l'accord à d'autres égards. L'arbitre a exigé que les filiales soumettent des données pour l'étape des dommages, et les filiales attendent maintenant la décision définitive de l'arbitre à cet égard. La direction a fait une évaluation des pertes potentielles et a inscrit celle-ci dans les présents états financiers.

Une action a été intentée contre la société par 132 anciens employés qui ont pris une retraite anticipée en vertu du programme d'encouragement à la retraite anticipée de 1998. Les anciens employés réclament des dommages-intérêts correspondant à la différence entre le montant qu'ils ont reçu au moment de leur départ à la retraite en 1998 et le montant qu'ils auraient reçu s'ils avaient pris leur retraite en vertu du programme d'encouragement à la retraite anticipée de 1999. L'issue de cette affaire ne peut être déterminée à l'heure actuelle.

NOTE 18

Faits postérieurs à la date du bilan

Le 18 juillet 2002, Aliant Inc. a annoncé l'acceptation par la Bourse de Toronto de l'avis d'intention d'acquérir de temps à autre jusqu'à concurrence de 1 600 000 de ses actions ordinaires en circulation à la Bourse de Toronto, ce qui représente 1,1 % des actions ordinaires d'Aliant émises et en circulation à cette date, soit 139 567 382 actions ordinaires.

En vertu de l'offre, la société acquerrait, de temps à autre, ses actions ordinaires au cours du marché au moyen de liquidités par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto.

Les acquisitions d'actions ordinaires peuvent avoir lieu pendant la période de douze mois débutant le 22 juillet 2002 et se terminant le 21 juillet 2003. Toutes les actions ordinaires acquises seront annulées par Aliant Inc.

NOTE 19

Chiffres correspondants

L'information financière correspondante a été retraitée afin de la rendre conforme à la présentation adoptée pour 2002.

Renseignements

à l'intention des porteurs d'actions AIT

Nous sommes à votre service

Pour en savoir davantage sur Aliant et pour consulter nos plus récents communiqués de presse, visitez notre site Web à l'adresse www.aliant.ca. Pour obtenir de l'information financière supplémentaire ou des renseignements sur les derniers développements survenus dans le secteur des télécommunications, communiquez avec le service des relations avec les investisseurs d'Aliant.

Téléphone : 1 877 248-3113
Télécopieur : 1 877 498-2464
Courriel : relations.actionnaires@aliant.ca

Pour tout renseignement au sujet du régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions ou pour obtenir des réponses à vos questions, communiquez avec notre agent des transferts, Compagnie Trust CIBC Mellon.

Téléphone : 1 800 387-0825
Courriel : inquiries@cibcmellon.com
Site Web : www.cibcmellon.com

Inscription à la bourse

Les actions d'Aliant sont cotées à la Bourse de Toronto, sous le symbole AIT.

Virement automatique des dividendes

Les actionnaires inscrits peuvent faire virer automatiquement leurs dividendes dans leur compte de banque (au Canada uniquement) en communiquant avec Compagnie Trust CIBC Mellon.

Données sur la performance

(aux 30 juin)

	2002	2001	% de variation
Services d'accès au réseau – lignes terrestres	1 526 753	1 534 025	(0,5)
Services d'accès au réseau – cellulaire	512 635	428 299	19,7
Clients du service Internet – accès à haute vitesse	86 362	55 426	55,8
Clients du service Internet – accès commuté	194 648	185 669	4,8
Minutes d'appels interurbains	889 156 000	872 343 000	1,9
Employés	10 559	10 469	0,9
Cours de fin de trimestre	27,96 \$	34,35 \$	(18,6)

Dates de dividendes en 2002*

Dates de clôture des registres	Dates de versement
15 mars	30 mars
15 juin	30 juin
15 septembre	30 septembre
15 décembre	30 décembre

* Sous réserve de l'approbation du conseil d'administration

Régime de réinvestissement des dividendes

Les actionnaires inscrits d'Aliant peuvent réinvestir automatiquement, et sans frais, leurs dividendes dans des actions additionnelles de la société. Il est également possible de souscrire jusqu'à 10 000 \$ d'actions de la société chaque trimestre au moyen de versements facultatifs. La société assume tous les frais d'administration. Près de 40 % des actionnaires inscrits participent au régime. Vous pouvez vous procurer la brochure d'information sur le régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions en communiquant avec Compagnie Trust CIBC Mellon.

Variation du cours de l'action ordinaire*

	Avril	Mai	Juin
Haut	30,01 \$	31,25 \$	31,56 \$
Bas	25,50 \$	28,41 \$	27,36 \$
Fermeture	29,50 \$	31,25 \$	27,96 \$

* Bourse de Toronto

Aliant Inc.
1 877 248-3113
relations.actionnaires@aliant.ca
www.aliant.ca

Visitez notre site Web pour écouter l'enregistrement de la conférence téléphonique à l'intention des analystes financiers portant sur les résultats du deuxième trimestre.

